

North Superior
Workforce Planning Board

NORTHERN
POLICY INSTITUTE

INSTITUT DES POLITIQUES
DU NORD

Giwednong Aakomenjigewin Teg
ᑲ ᐃᑕᑦᐱᑦᐱᑦ ᑭᐅᐅᑦᐱᑦ ᐱᑦᑕᑦᑲᑦᑲᑦ
Institu dPolitik di Nor

Rapport de recherche No. 43 | Octobre 2020

Le problème de Goldilocks: comprendre le Nord-Ouest de l'Ontario dans l'élaboration de modèles appropriés de gestion de l'emploi et de la formation

IPN – Qui nous sommes

Président & DG

Charles Cirtwill

Conseil d'administration

Pierre Bélanger
(Président du conseil)

Florence MacLean
(Vice-présidente du
Nord-Ouest)

Asima Vezina
(Vice-présidente - Nord-Est)
Dr. Brian Tucker
(Trésorier)

Dwayne Nashkawa
(Secrétaire)

Charles Cirtwill (Président
et Chef de la direction)

Suzanne Bélanger-
Fontaine

Dave Canfield
Kevin Eshkawkogan
Alan Spacek

Conseil consultatif

Jean Pierre Chabot (Président,
Conseil consultatif)

Michael Atkins

Kim Jo Bliss

Adam Castonguay

Katie Elliot

Shane Fugere

George Graham

Peter Goring

Cheryl Kennelly

Winter Dawn Lipscombe

Dr. George C. Macey

Ogimaa Duke Peltier

Danielle Perras

Bill Spinney

Conseil consultatif pour la recherche

Dr. Heather Hall (Présidente,
Conseil de recherche)

Dr. Hugo Asselin

Riley Burton

George Burton

Ken Carter

Sophie Dallaire

Carolyn Hepburn

Dr. Peter Hollings

Brittany Paat

Dr. Barry Prentice

Leata Rigg

Dr. David Robinson

Dr. Lindsay Tedds

Reconnaissance des territoires traditionnels

L'IPN voudrait rendre hommage aux Premières Nations, sur les territoires traditionnels desquelles nous vivons et travaillons. Le fait d'avoir nos bureaux situés sur ces terres est une chance dont l'IPN est reconnaissant, et nous tenons à remercier toutes les générations qui ont pris soin de ces territoires.

Nos bureaux principaux :

- Celui de Thunder Bay sur le territoire visé par le Traité Robinson-Supérieur, sur le territoire traditionnel des Anishnaabeg.

- Celui de Sudbury sur le territoire visé par le Traité Robinson-Huron, sur le territoire traditionnel des Atikameksheng Anishnaabeg.

- Tous deux abritent de nombreux peuples des Premières nations, des Inuits et des Métis.

Nous reconnaissons et apprécions le lien historique que les peuples autochtones entretiennent avec ces territoires. Nous reconnaissons les contributions qu'ils ont apportées pour façonner et renforcer ces communautés, la province et le pays dans son ensemble.

Ce rapport a été rendu possible grâce au soutien de notre partenaire, la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario. L'Institut des politiques du Nord exprime sa grande appréciation pour leur généreux soutien, mais insiste sur ce qui suit : Les points de vue de ces commentaires sont ceux de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Institut, de son conseil d'administration ou de ceux qui le soutiennent. Des citations de ce texte, avec indication adéquate de la source, sont autorisées.

Les calculs de l'auteur sont basés sur les données disponibles au temps de publication et sont sujets aux changements.

Traduit par: Stephanie St-Jean

© 2020 Northern Policy Institute

Published by Northern Policy Institute

874 Tungsten St.

Thunder Bay, Ontario P7B 6T6

ISBN: 978-1-989343-77-7

Partenaire du projet : Conseil de planification de la main-d'œuvre du Nord Supérieur

La Commission de planification de la main-d'œuvre du Nord Supérieur (CPMONS) est l'une des 26 zones de planification de la main-d'œuvre de l'Ontario, mandatée par le ministère du Travail, de la Formation et du Développement des compétences pour identifier, évaluer et prioriser les besoins en matière de compétences et de connaissances de la communauté, des employeurs et des participants/apprenants individuels sur le marché du travail local, par le biais d'un processus de planification du marché du travail local axé sur la collaboration.

Notre vision est de s'assurer que notre bassin de ressources humaines sera aligné stratégiquement, positionné de façon concurrentielle et développé progressivement pour répondre aux demandes sociales et économiques futures dans le Nord-Ouest de l'Ontario. Notre mission est de relier les partenaires communautaires afin d'améliorer la qualité de vie dans nos collectivités par le biais du développement de la main-d'œuvre.

La Commission de planification de la main-d'œuvre du Nord Supérieur tient à remercier les fournisseurs de services d'emploi et de formation (OT et non OT), le Confederation College et les municipalités qui ont contribué à ce rapport par leurs ressources. Le NSWPB aimerait également remercier le réseau d'organisations, les détenteurs d'ISSET (Indigenous Skills and Employment Training) et les communautés qui ont participé aux conversations communautaires des gestionnaires de systèmes de services au cours des 12 derniers mois. Votre passion, votre engagement, votre vision et votre expertise en la matière ont grandement contribué aux discussions visant à garantir qu'un gestionnaire de système de services dans le nord-ouest de l'Ontario répondra aux besoins uniques de notre région.

À propos de l'auteur **Rachel Rizzuto**



Originnaire des États-Unis, Rachel Rizzuto a déménagé il y a plusieurs années au Canada et a fréquenté l'Université de Waterloo pour une maîtrise ès arts en sciences politiques. Au cours de cette période, elle a découvert le cadre stratégique unique du Nord de l'Ontario en tant que stagiaire en politiques publiques pour le programme «Expérience nord» 2016 de l'Institut des politiques du Nord. Suite à ce stage d'été, et pour mettre à profit l'expérience approfondie de recherche et d'analyse qu'elle a développée au cours de sa carrière universitaire, Rachel a sauté sur l'opportunité de retourner à l'IPN en tant qu'analyste de politiques, et maintenant directrice de la recherche.

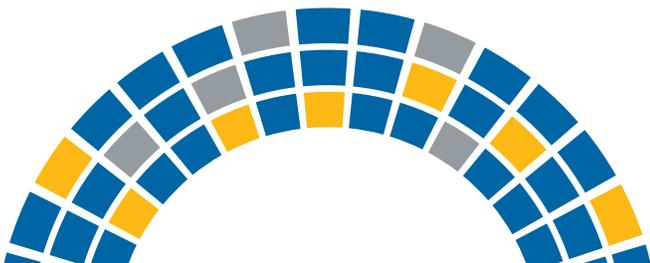
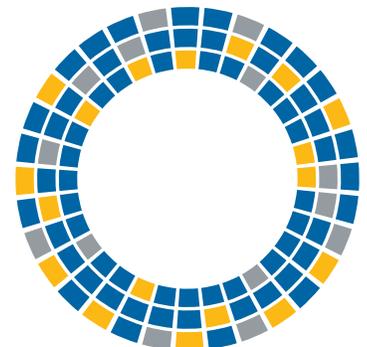


Table des matières

Une note sur la COVID-19	5
Résumé	6
Introduction	7
Un nouveau système	8
Livraison numérique	10
Téléchargements	11
Couverture de téléphone portable	13
Littératie numérique	14
Autres réseaux fonctionnant dans le Nord-Ouest de l'Ontario	15
Conclusion	15
Géographie et climat : impacts sur les coûts et la fiabilité ?	16
Définition des limites	17
Montrez-moi l'argent: les coûts de prestation de services	19
Fiabilité	21
Conclusion	21
La variété est l'épice de la vie : une prestation significative et des besoins variés	22
Caractéristiques du Nord-Ouest de l'Ontario: un aperçu rapide	23
Centralisation contre décentralisation	29
Collaboration	30
Conclusion	30
Aide recherchée : obstacles à la rétention et au maintien en poste des personnes au travail	31
Garde	32
Transport: Aller du point A au point B	34
Logement	35
Autres facteurs	38
Conclusion	39
Remarques finales : Où aller à partir d'ici?	40

Une note sur la COVID-19 :

2020 ne s'est pas avéré tel que la majorité aurait prévu. Alors que le nombre de cas positifs de COVID-19 a proliféré en Chine et s'est rapidement répandu dans le monde, le Nord de l'Ontario a également été pris en compte. En date du 25 septembre 2020, il y avait 156 cas positifs dans le Nord-Ouest de l'Ontario – 50 enregistrés auprès du Bureau de santé du Nord-Ouest et 106 pour le Bureau de santé du district de Thunder Bay (NWHU 2020; TBDHU 2020).

En plus du bilan physique et mental de la COVID-19, il y a eu des impacts économiques importants. L'un des plus évidents était la perte d'emplois, qui, selon le Conference Board du Canada, était de 3 millions (CBOC 2020). En outre, les groupes démographiques, en particulier les femmes, ont été touchés de manière disproportionnée. Surnommé la «she-cession», la COVID-19 a non seulement gravement affecté les secteurs où les femmes ont tendance à être employées, comme le commerce de détail ou les services sociaux, mais «les restrictions sur les écoles et les garderies payantes ont déplacé des heures supplémentaires de garde familiale non rémunérée vers les parents, et ce travail a été largement repris par les mères» (OCC 2020). En effet, alors que la reprise globale de l'emploi est à la hausse (quoique lentement), les femmes connaissent un réemploi beaucoup plus lent que les hommes (CBOC 2020; OCC 2020).

Cependant, quelle a été la réalité plus près de chez nous? Lorsque l'on compare le pourcentage d'entreprises évaluant le risque stratégique que représente la COVID-19 pour les perspectives à long terme de leur

entreprise d'avril à août à Thunder Bay, il y a eu des changements positifs. En avril, la majorité des entreprises ont indiqué un impact très négatif et moyennement négatif (pourrait les mettre en faillite et avoir un impact significatif sur leurs finances, respectivement). En août, alors que la plupart des entreprises indiquaient un risque stratégique plus négatif que positif, les pourcentages étaient en baisse. Par exemple, en août, seulement 22 % des entreprises ont déclaré que la COVID-19 posait un risque stratégique très négatif contre 32 % en avril (Kvas 2020). Bien que ce ne soit qu'un exemple de la façon dont la COVID-19 nous a impacté localement, cela témoigne de la tendance générale à une lente reprise.

À l'avenir, le marché du travail continuera de se redresser, mais nous devons nous préparer à un monde du travail qui ne sera peut-être plus le même qu'auparavant. Ceux qui peuvent travailler à domicile peuvent continuer à le faire. Des mesures et une gestion appropriées peuvent être mises en œuvre pour atténuer l'épuisement des employés (Volini et al 2020), tel que l'engagement dans des événements et des ateliers virtuels par opposition à de grands événements en personne.

Comme cet article explorera, la COVID-19 n'est qu'un changement dans le paysage de la main-d'œuvre. Avec l'introduction d'un nouveau système de services d'emplois, il est plus important que jamais de comprendre la population, l'infrastructure, la géographie, l'économie et bien plus du Nord-Ouest de l'Ontario.



Résumé

Afin de bien préparer le Nord-Ouest de l'Ontario au déploiement du gestionnaire de système de services, annoncé pour la première fois en 2019, le North Superior Workforce Planning Board a chargé l'Institut des politiques du Nord de rédiger un livre blanc. Plus précisément, ce document évalue les quatre thèmes clés :

- La distribution numérique dans le nouveau système
- La distance géographique et les impacts climatiques sur la prestation de services
- Diversité de la population de services/besoins
- Soutiens au niveau du système

Dans l'évaluation, il y avait plusieurs conclusions clés, y compris le besoin pour renforcer encore l'infrastructure des TIC. Il existe une multitude de facteurs qui influencent le coût et la fiabilité des services, et le placement et le maintien des personnes dans des emplois ne dépendent pas uniquement de l'offre de soutiens du système tels que la garde d'enfants, le transport et le logement.

Enfin, les prochaines étapes recommandées ont été fournies, notamment :

1. Demander aux prestataires de services d'emploi et de formation quels sont leurs atouts actuels et s'ils s'associent à d'autres organisations communautaires. Il est important d'avoir une idée de la manière dont les services sont fournis dans la région et s'il existe des moyens de maximiser ces ressources.
2. Accédez aux discussions du Nord-Est sur le modèle de gestionnaire de système de services. S'il existe des différences évidentes, il existe également des points communs. Nous ne pouvons pas tout savoir et la recherche de pratiques qui peuvent être appliquées ici peut être bénéfique.
3. Dans la mesure du possible, connectez-vous à une ou plusieurs régions prototypes pour avoir une idée de la façon dont elles naviguent dans le nouveau système. Que ce soit le North Superior Workforce Planning Board comme point de contact principal ou une autre organisation.



Introduction

Dans le Nord de l'Ontario, nous parlons souvent de ces politiques et programmes embêtants «à taille unique». Et pour une bonne raison. La réalité d'une personne vivant à Pickle Lake peut différer de celle d'une personne vivant à Thunder Bay. Il est important de tenir compte de ces différences dans la création et la mise en œuvre des politiques.

... Et la province de l'Ontario le pensait aussi.

Le 12 février 2019, le (alors) ministère de la Formation des Collèges et Universités a annoncé que le gouvernement provincial cherchait à transformer les services d'emploi, ce qui comprenait la création de gestionnaires des systèmes de services. Les gestionnaires des systèmes de service superviseront les services d'emplois dans une zone desservie donnée, car l'objectif était de créer un système local qui puisse mieux répondre aux besoins des communautés (Ontario 2019).

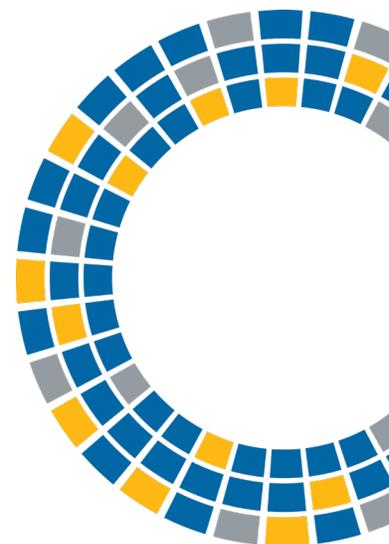
En réponse aux changements annoncés, le North Superior Workforce Planning Board a mis sur pied et exécuté une série de consultations communautaires à Thunder Bay, Fort Frances et Sioux Lookout. Lors de l'entretien de novembre 2019 à Sioux Lookout, quatre thèmes clés ont émergé :

- **Livraison numérique dans le nouveau système :** le manque global de fiabilité – voire l'absence totale – d'accès à un service Internet de qualité (WIFI ou cellulaire) rend le recours à la livraison à distance des services/soutiens non viable. Ceci est encore compliqué par un manque de compétence numérique et/ou une culture générale de réticence à s'engager dans des approches en ligne;
- **L'impact de la distance géographique sur le modèle de service :** La vaste géographie (et parfois le climat) en jeu dans ce bassin versant rend la livraison coûteuse et peu fiable à moins d'être physiquement située dans une communauté donnée;
- **Diversité des populations/besoins de services :** L'ampleur des besoins uniques au niveau local dans le bassin versant rend difficile l'imaginer de la manière dont une entité centralisée sera en mesure de mettre en place des modèles de prestation significatifs pour toutes les communautés;

- **Soutien au niveau du système :** dans de nombreuses régions, le placement et le maintien en emploi des personnes sont souvent moins liés au talent ou à la disponibilité du travail et plus au manque d'accès à des choses comme le logement, le transport et la garde d'enfants.

Cependant, à la suite des discussions, il est devenu clair que pour qu'il y ait une voix unifiée du Nord-Ouest de l'Ontario, il est nécessaire d'examiner les quatre thèmes ci-dessus à partir d'une approche de recherche fondée sur des données probantes. Plus précisément, tester la validité des thèmes et dans quelle mesure ? À ce titre, l'Institut des politiques du Nord (INP) a été suggéré comme organisation pour faire ce travail compte tenu de son mandat. De plus, ces informations peuvent également être utilisées pour aider à déterminer le type de modèle de gestionnaire de système de services qui conviendrait le mieux au Nord-Ouest de l'Ontario.

Le livre blanc suivant sera divisé en plusieurs sections, dont la première est un aperçu de la transformation de l'emploi en Ontario, suivie de sections consacrées à chacun des quatre thèmes. Enfin, les prochaines étapes recommandées seront fournies.



Un nouveau système

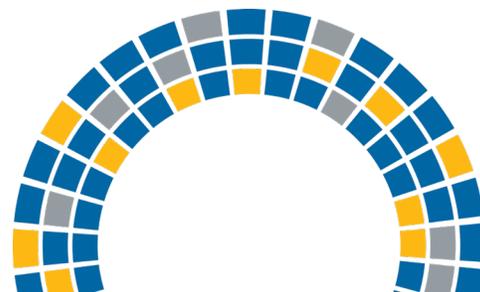
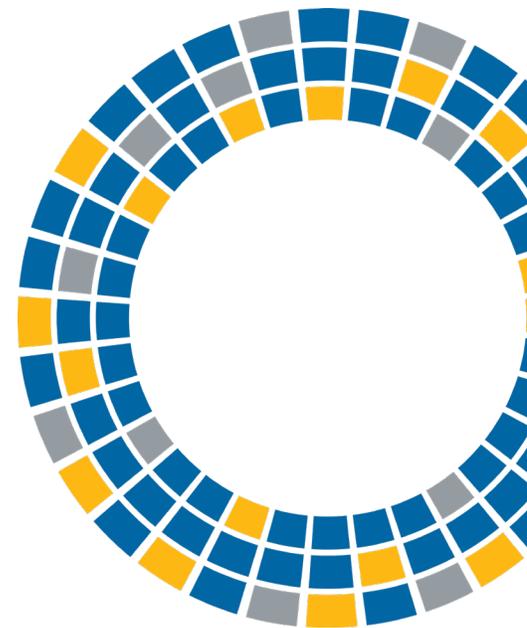
En 2016, le rapport du vérificateur général de l'Ontario indiquait que certains programmes d'Emploi Ontario n'étaient pas aussi efficaces et efficients qu'ils pourraient l'être (Vérificateur général, 2016). De plus, un rapport du vérificateur général de 2018 a révélé que la surveillance de l'Ontario au travail par le ministère, ainsi que par les gestionnaires des systèmes de services, était inefficace (Vérificateur général, 2018).

Ainsi, au début de 2019, le gouvernement de l'Ontario a annoncé qu'il y aurait une transformation du système d'emploi et qu'il y aurait plusieurs changements (Ontario 2019).

- Une page Web mise à jour qui permet aux demandeurs d'emploi de consulter des informations sur le marché du travail pour 500 emplois différents;
- Les employeurs et les demandeurs d'emploi sont plus en mesure d'accéder et d'utiliser facilement le site Web du Guichet-Emplois;
- Fusion des systèmes : Emploi Ontario intégrera Ontario au travail et le programme ontarien de soutien aux personnes handicapées dans son système, tandis que des discussions auront lieu avec les First Nations Ontario Works au sujet des services d'emplois;
- Création de modèles de prestation de services locaux, avec le gestionnaire de système de services coordonnant les services d'emplois dans une zone de chalandise donnée;
- Des liens plus efficaces entre les autres services offerts par le gouvernement et les services de l'emploi.

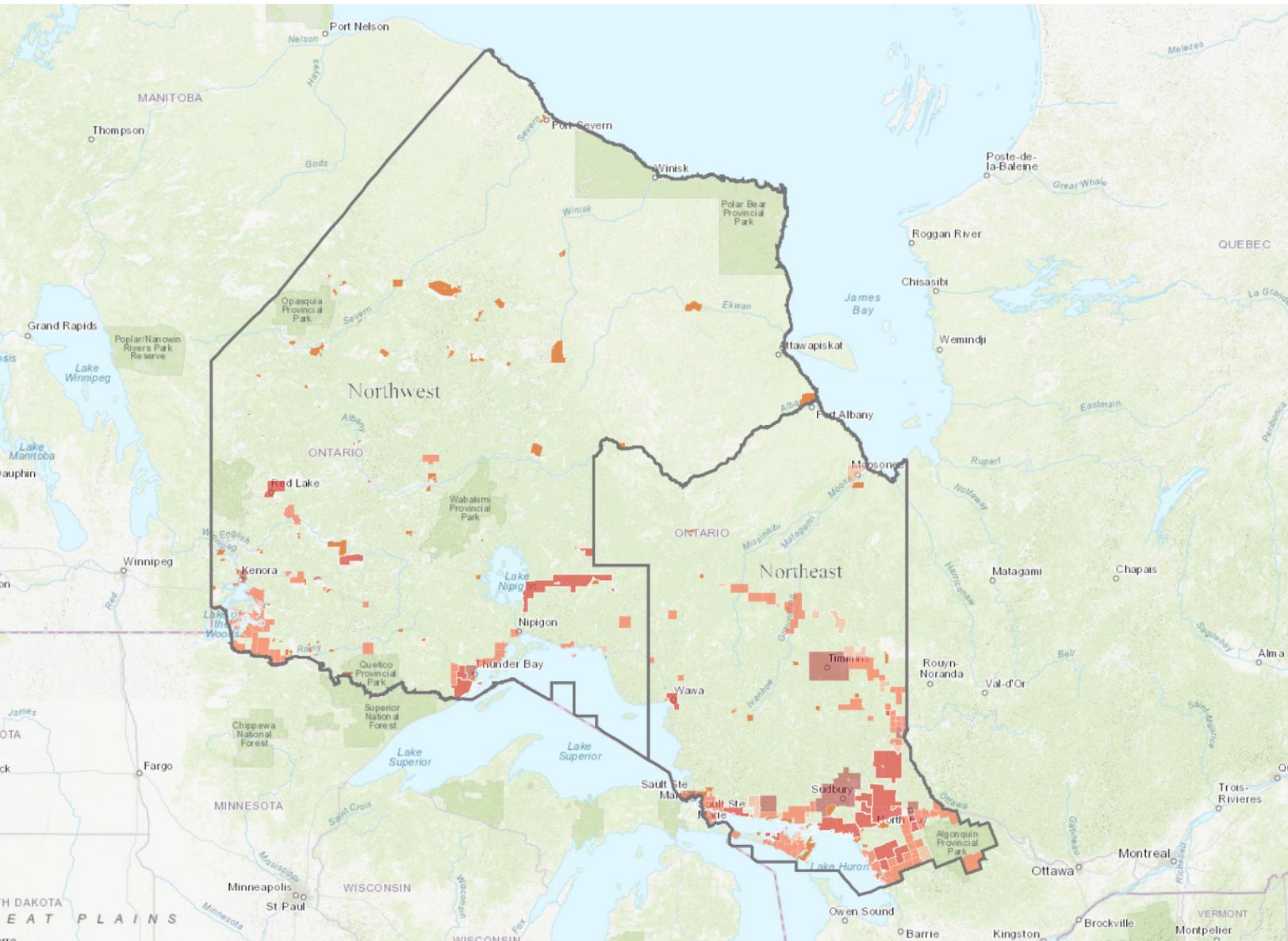
Maintenant, sur le quatrième point, au lieu de déployer immédiatement des modèles partout en Ontario, le gouvernement provincial a décidé de le tester dans trois zones prototypes: Muskoka-Kawarthas, Hamilton-Niagara et Peel.¹ Chacun de ces prototypes est mis en place d'une manière différente en termes de fonctionnement de leur gestionnaire de système de services (par exemple, on utilise une méthode de consortium). Au total, il y aura 15 zones de chalandise en Ontario et, théoriquement,

un gestionnaire de système de services par zone de chalandise. Dans le bassin versant du Nord de l'Ontario, il y en aurait deux: le Nord-Est et le Nord-Ouest. Le Nord-Ouest de l'Ontario sera le plus grand par sa taille, car il comprend les districts de Thunder Bay, Kenora et Rainy River. Cela représente une superficie totale de 526 478 km² – soit 60% du Nord de l'Ontario (et le Nord représente déjà 90% de la superficie de la province).



¹ Pour les deux premiers domaines prototypes, celles-ci sont fondées sur les limites de la région économique définies par Statistique Canada. Pour Peel, cela est basé sur les limites de la région métropolitaine de recensement (RMR), une fois de plus, telles que définies par Statistique Canada. Une région économique est un niveau géographique qui se compose de plusieurs districts de recensement (à l'exception d'une région de l'Ontario) qui est utilisé pour l'analyse économique régionale, tandis qu'une RMR est une région qui a un noyau entouré de plusieurs municipalités et qui doit avoir une population d'au moins 100 000 habitants, dont la moitié doit vivre dans le noyau (Statistique Canada 2018; Statistique Canada 2018b).

Carte 1 : Collectivités du Nord de l'Ontario



Source : Carte des infrastructures de l'Institut des politiques du Nord, 2020.

L'une des principales choses à noter avec le gestionnaire de système de services est ce que signifie la coordination des services dans leur zone de desserte. Ainsi, auparavant, le ministère avait des contrats avec divers organismes de la province² et déterminait donc qui faisait partie du réseau de prestation des services d'emplois. Ces responsabilités incomberaient au gestionnaire de système de services. De plus, tous les gestionnaires des systèmes de services fonctionneraient dans un système fondé sur le financement, où la majeure partie du financement est réservée aux clients du volet C, qui sont des personnes qui présentent un «risque élevé de chômage de longue durée» (Ontario 2019b). En effet, cela peut aider à éviter ce que l'on appelle le «crémage», c'est-à-dire, lorsque le service s'articule davantage autour des clients qui ont plus de chances d'obtenir un emploi que des individus qui ont des obstacles qui rendent l'obtention d'un emploi plus difficile (FERENCE & COMPANY 2016).

² Au début de 2018, il a été noté qu'il y avait 167 fournisseurs de services qui ont offert des programmes d'Emploi Ontario dans l'ensemble de l'Ontario (321 sites au total).

Livraison numérique

Depuis quelque temps déjà, le Canada et le monde passent au numérique. Les gens peuvent acheter et vendre des biens et services en ligne via des plateformes gigantesques telles qu'Amazon ou Kijiji. Les étudiants peuvent suivre des cours en ligne et obtenir leur diplôme. Les opérations bancaires peuvent être effectuées en ligne – en fait, le Canadian Bankers Association a indiqué que la plupart des Canadiens effectuent leurs opérations bancaires en ligne ou par téléphone (Watson 2019). La seule mise en garde, bien sûr, est que cela dépend de l'endroit où vous vivez.

Dans cette section, le document se concentrera sur l'énoncé suivant :

Le manque global de fiabilité – voire l'absence totale – d'accès à un service Internet de qualité (WIFI ou cellulaire) fait que le recours à la fourniture de services/soutiens à distance n'est pas viable. Cela est encore compliqué par un manque de compétence numérique et/ou une culture générale de réticence à s'engager dans des approches en ligne.



Téléchargements

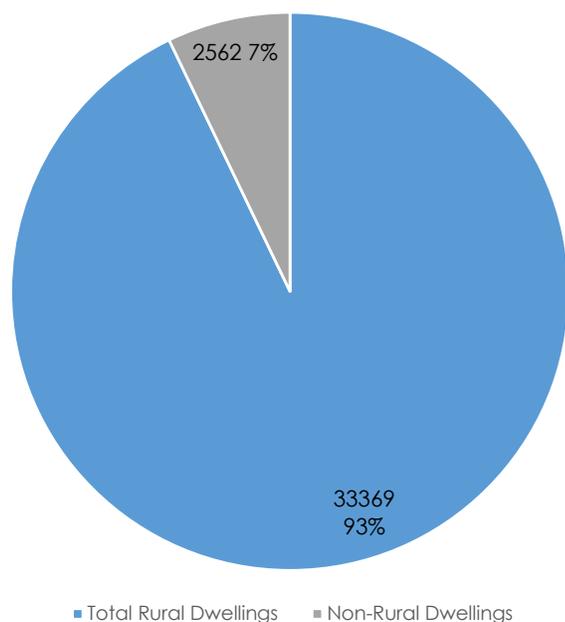
L'un des éléments de base de l'infrastructure des technologies de l'information et des communications est la vitesse de téléchargement. Selon le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), ils ont ciblé 90 % des ménages et des entreprises au Canada pour avoir accès à un minimum de 50/10 Mb/s d'ici 2021 – 50 Mb/s en téléchargement et 10 Mb/s en téléversement (Canada 2019). Selon un rapport de 2019 du CRTC, 84 % des Canadiens avaient accès à 50/10 en 2017, mais dans les communautés rurales et des Premières Nations, il était de 37,2 et 27,7%, respectivement (Canada 2020). Pour l'Ontario, le pourcentage global de ménages qui avaient 50/10 Mb/s illimités en 2017 était de près de 90 %, cependant, pour les communautés rurales et des Premières Nations, les pourcentages ont considérablement diminué – autour de 27 et 15 %, respectivement (ibid 2019).

Jetons un coup d'œil au Nord-Ouest de l'Ontario.

Sur la base de la figure 1, nous voyons que la population des zones rurales est celle qui, de manière disproportionnée, ne peut pas accéder à 50/10 Mb/s.

Figure 1 : Population du Nord-Ouest de l'Ontario manquant de 50/10 Mb/s

Totaux par classification de la population



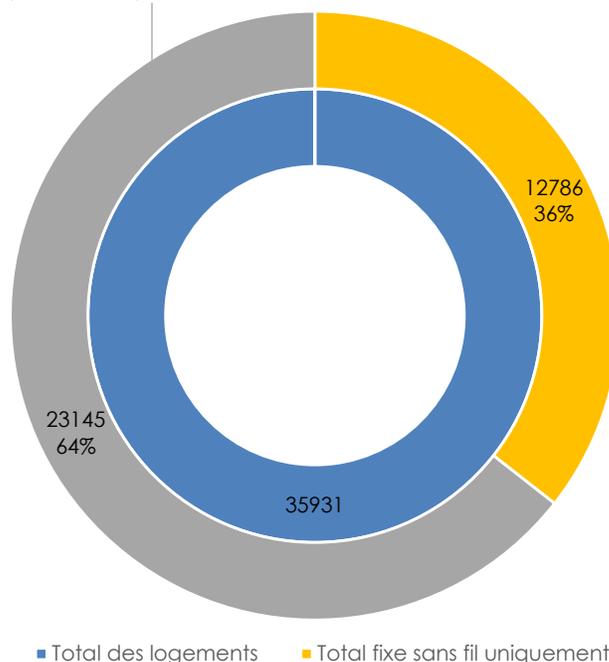
Source: Cartovista et CRTC. 2018. «Accès Internet fixe et cartes de transport». https://crtc.gc.ca/cartovista/fixedbroadbandandtransport_en/.

En décomposant cela davantage, la figure 2 met en évidence que l'accès est encore plus restreint puisque seulement 36 % des logements ne disposent que du sans-fil fixe. Le reste des logements a plusieurs autres connexions.

Figure 2 : Nombre total de logements par raccordement disponible

Total des logements sans Internet 50/10 mbps

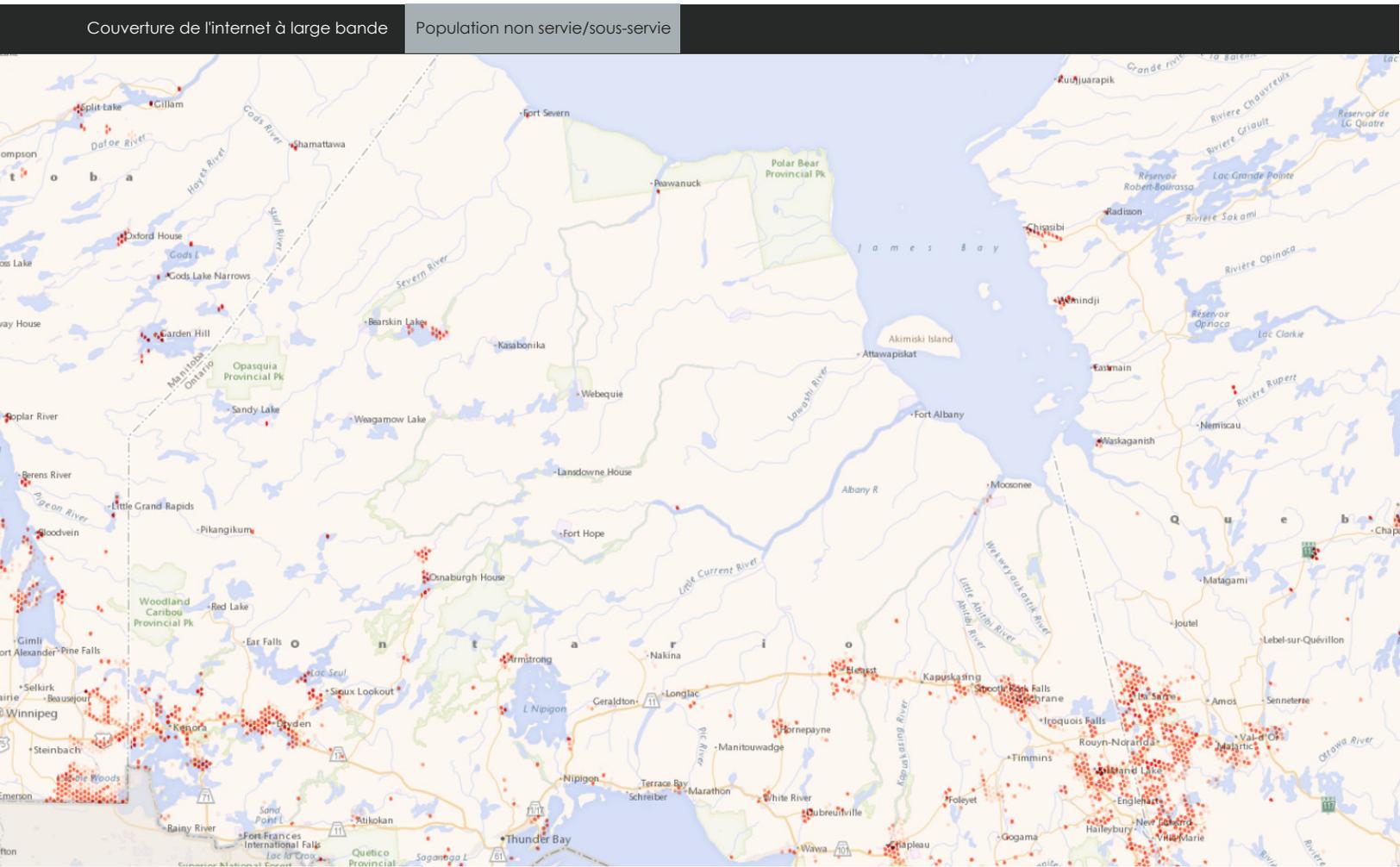
Pas de vitesse 50/10 mais d'autres connexions disponibles en plus de la connexion fixe sans fil



Source: Cartovista et CRTC. 2018. «Accès Internet fixe et cartes de transport». https://crtc.gc.ca/cartovista/fixedbroadbandandtransport_en/. Voir Rosairo 2020 pour le graphique original.

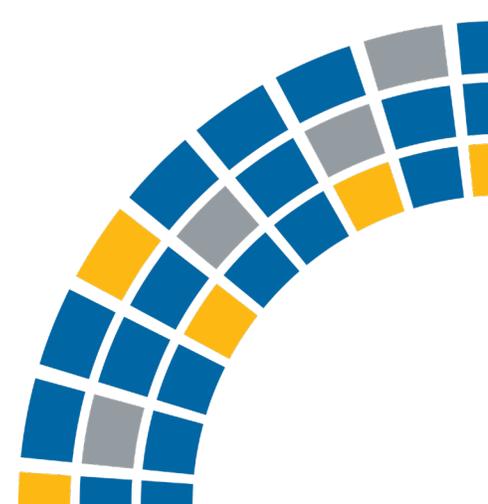
De plus, environ 114 collectivités du Nord-Ouest de l'Ontario n'ont pas accès au transport à grande capacité (Cartovista et CRTC 2018). Essentiellement, «[les] communautés sans transport à grande capacité sont définies comme de petits centres de population de moins de 30 000 habitants, situés à au moins 2 kilomètres d'un point de présence de transport d'une capacité minimale de 1 Gbit / s» (Canada 2019b).⁴ De plus, plusieurs collectivités en Ontario dépendent des satellites – toutes situées dans le Nord-Ouest de l'Ontario (Canada 2014).

Figure 3: Population non desservie et mal desservie du Nord de l'Ontario



Source : Cartovista. «Couverture Internet haut débit.» <https://crtc.gc.ca/cartovista/internetcanada-en/>.

⁴ Gbps signifie gigabits par seconde.



Sur la base des données et des chiffres ci-dessus, il existe une nette fracture numérique dans la région. Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ce terme est défini comme «l'écart entre les individus, les ménages, les entreprises et les zones géographiques à différents niveaux socio-économiques en ce qui concerne à la fois leurs possibilités d'accéder aux technologies de l'information et de la communication... et leur utilisation. Internet pour un large éventail d'activités» (OCDE 2006).

Revenant à l'objectif du CRTC pour 2021, le gouvernement canadien a également visé que tous les ménages auront un accès de 50/10 Mb/s d'ici 2030 (Shekar 2019). Le ciblage des vitesses minimales est-il suffisant? Bien que ce ne soit pas nécessairement terrible, il est toujours beaucoup plus lent que certaines zones urbaines qui ont 1500/940 Mb/s. À ce titre, dans un rapport présenté au Forum des ministres du Développement du Nord, il suggère que des vitesses d'au moins 250/50 Mb/s d'ici 2030 sont plus précises pour réduire la fracture numérique (Forum des ministres du Développement du Nord 2019).

En plus de ces objectifs, d'autres initiatives ont été lancées, comme le Plan d'action de l'Ontario pour l'accès aux services à large bande et au réseau cellulaire. Il souligne qu'à compter de cette année et au cours des cinq prochaines années, des millions de dollars seront investis dans de nouveaux projets et dans l'infrastructure actuelle afin d'élargir l'accès pour les collectivités considérées comme non desservies ou mal desservies (Ontario 2019c). De même, il y a le projet de large bande résidentielle du Nord de l'Ontario, qui est géré par le Centre d'excellence des réseaux de prochaine génération. Bien que ces initiatives soient des avancées positives, les résultats ne se feront pas sentir pour le moment. Pour un gestionnaire de système de services qui souhaiterait utiliser l'infrastructure numérique pour offrir une formation en ligne, etc., la vitesse sera un problème pour une partie de la population du Nord de l'Ontario.

Couverture de téléphone portable

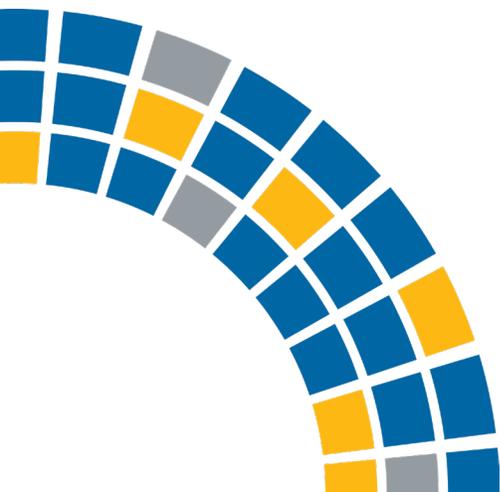
Pour les voyageurs novices dans le Nord de l'Ontario, la perte de la couverture pour un téléphone portable peut provoquer un moment de panique (si les panneaux indiquant "pas d'essence pendant 200 km" ne le faisaient pas déjà). Lorsqu'on examine les zones de couverture des principaux fournisseurs de services mobiles tels que Rogers, Telus et Bell, il semble que la majeure partie de la route provinciale de King's est couverte, à l'exception de quelques zones selon le réseau. Un exemple du réseau Rogers est ci-dessous.

Figure 4: Carte de couverture du réseau Rogers, réseau Rogers et couverture étendue



Source : Rogers. «Notre carte de couverture du réseau»
<https://www.rogers.com/consumer/wireless/network-coverage-map>.

Sur la base de ce qui précède, on pourrait penser que les communautés de l'Extrême-Nord sont complètement laissées de côté dans le désert cellulaire. Cependant, il existe de plus petits fournisseurs dans le Nord-Ouest de l'Ontario, comme Keewaytinook Mobile. Pour ce fournisseur, 15 communautés des Premières Nations sont couvertes par leur réseau de données 3G, et une autre poignée est sur leur réseau 2G (KMobile 2017). De plus, deux enquêtes ont été menées en 2011 et 2014 sur les expériences des individus avec KMobile. Dans les deux cas, les répondants ont déclaré que dans l'ensemble, le réseau est bon et fournit le service dont ils ont besoin, mais plus de la moitié des répondants ont indiqué que la gamme devait être améliorée (Beaton et al, 2015).



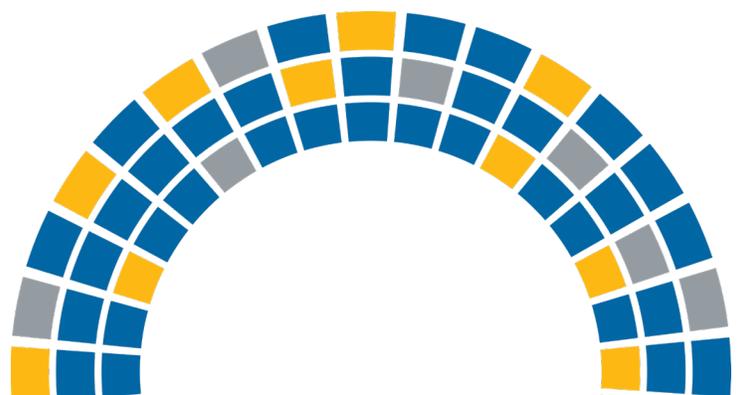
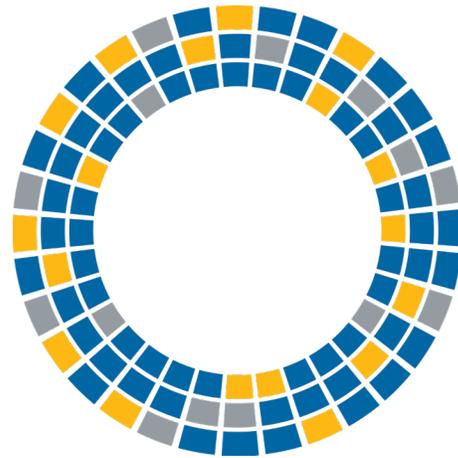
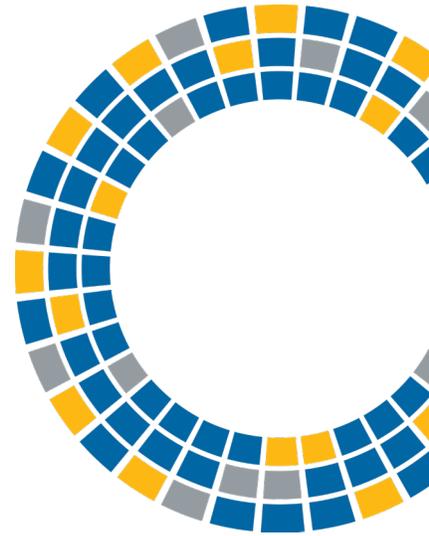
Littératie numérique

La littératie numérique peut être définie comme «la capacité de localiser, d'organiser, de comprendre, d'évaluer et de créer des informations à l'aide de la technologie numérique pour une société fondée sur la connaissance» (ICTC 2012, 2). Maintenant, lors de la mesure de la littératie numérique au Canada, l'enquête PEICA (Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes) de l'OCDE peut nous éclairer. D'après l'enquête, la plupart des adultes ont tendance à avoir de l'expérience (quoiqu'à des niveaux variables) avec la technologie numérique (OCDE, SDD). Seul un petit pourcentage d'adultes n'avaient aucune expérience informatique – 4,5 % (ibid sd). De plus, l'enquête a révélé que plus une personne est scolarisée, plus sa note est élevée pour la «résolution de problèmes dans des environnements riches en technologie» (ibid sd). En d'autres termes, ils étaient plus experts en technologie. Pour les plus jeunes, Media Smarts a interrogé plus de 5000 élèves de la maternelle à la 12e année en 2013 et a constaté que la majorité avait des compétences de base en littératie numérique (Hadiristic 2017, 7).

En ce qui concerne le Nord de l'Ontario, on a constaté qu'il affichait les scores les plus faibles pour les compétences en résolution de problèmes dans des environnements riches en technologie (Hadiristic 2017, 44). La fracture numérique pourrait contribuer à cela, qui a exclu des groupes spécifiques comme les ménages à faible revenu et les peuples autochtones (ibid 2017; CIRA sd).

Cependant, la recherche a démontré que la profondeur des compétences en littératie numérique dans les communautés autochtones n'est en aucun cas superficielle. Revenant à l'enquête KMobile, de nombreux répondants ont indiqué qu'ils étaient à l'aise avec les appareils cellulaires (Beaton et al 2015). D'autres études confirment en outre le confort et l'utilisation des outils TIC et ont également constaté que la fracture numérique n'est pas aussi large entre les groupes autochtones et la population en général (Hadiristic 2017, 45).

Compte tenu de ce qui précède, il est suggéré que même s'il existe des compétences en littératie numérique dans le Nord de l'Ontario, leur profondeur n'est peut-être pas considérable. En outre, certains groupes sont touchés de manière disproportionnée par la fracture numérique, qui peut jouer un rôle dans la familiarité et l'utilisation de la technologie. Malheureusement, la littérature ne semble pas être solide sur cette question en ce qui concerne le Nord de l'Ontario et, par conséquent, une conclusion plus résolue ne peut être tirée pour le moment.



Autres réseaux fonctionnant dans le Nord-Ouest de l'Ontario

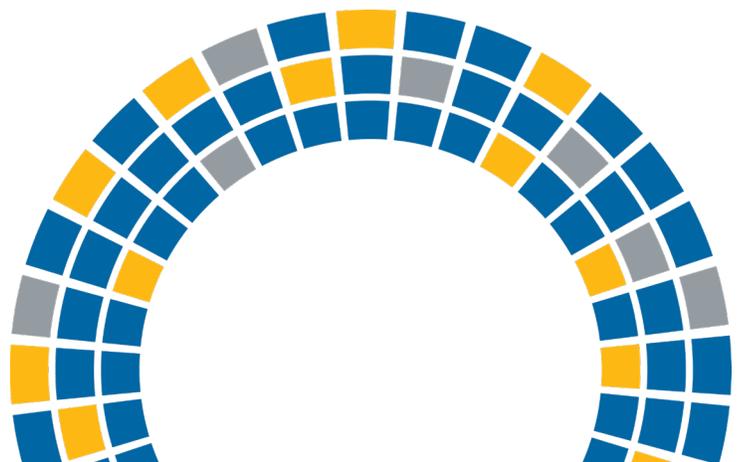
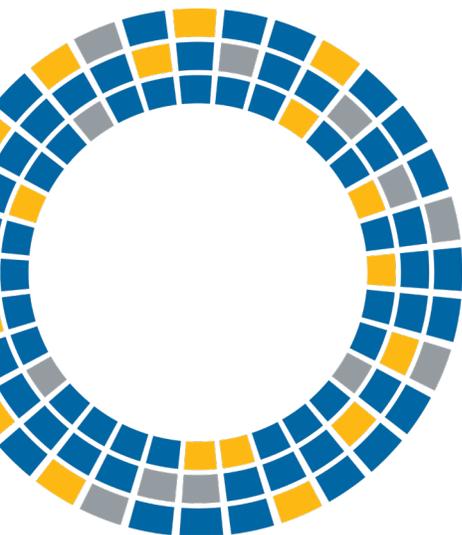
En plus de l'exemple de KMobile, il existe d'autres réseaux qui fonctionnent dans le Nord de l'Ontario qui fournissent une connectivité ou des services numériques. Quelques exemples peuvent être trouvés ci-dessous :

- **Contact North** : Contact North est une organisation qui opère dans de nombreuses petites communautés rurales et éloignées pour fournir des services tels que des programmes et des cours en ligne et des vidéoconférences.
- **Keewaytinook Internet High School** : Il y a plus de 20 ans, Keewaytinook Okimakanak (Conseil tribal des chefs du Nord) a recommandé la création d'une école secondaire qui permettrait aux individus d'être éduqués dans leur propre communauté, au lieu de voyager pour recevoir leurs études ailleurs. À l'heure actuelle, 14 communautés des Premières Nations du Nord-Ouest de l'Ontario sont exploitées dans ce réseau.
- **Western James Bay Telecom Network** : Le réseau a été mis en œuvre en 2010 et dessert actuellement les communautés d'Attawapiskat, de Kashechewan, de Fort Albany et de Moosonee. De plus, une connexion par fibre optique est disponible, avec des entreprises locales et des institutions clés qui y font appel.

Conclusion

Tout au long de l'analyse de l'infrastructure des TIC dans le Nord-Ouest de l'Ontario, une chose est claire: oui, il y a une infrastructure, mais une fracture numérique persiste. Les lacunes comprennent la couverture des services haut débit et cellulaires, les vitesses de téléchargement et de téléversement et les niveaux de littératie numérique. Bien qu'il existe des initiatives visant à améliorer l'infrastructure, la capacité de tirer parti de ces améliorations peut ne pas se produire tout de suite. En tant que tel, il est important de tirer parti de nos réseaux actuels lorsque cela est possible. Par exemple, utiliser les services de vidéoconférence disponibles pour offrir des ateliers et des présentations aux personnes qui ne peuvent pas voyager.

En outre, étant donné les faibles niveaux de littératie numérique, des efforts continus dans ce domaine sont indispensables, car les services sont – et continueront de l'être – numériques. Par exemple, en Suède, les services publics de l'emploi ont lancé une campagne visant à éduquer les demandeurs d'emploi et les employeurs sur la manière de se connecter aux services offerts par le service public de l'emploi suédois au lieu d'avoir à se déplacer physiquement dans un bureau de chômage. Les services peuvent être exploités en utilisant Internet ou des téléphones portables (OCDE 2018). De plus, de futures recherches devraient être menées non seulement pour le Nord de l'Ontario en termes d'évaluation des compétences en littératie numérique, mais également pour les sous-régions du Nord de l'Ontario. Cela aidera à donner une image plus détaillée qui à son tour peut aider les décideurs à créer et/ou à maintenir des programmes.



Géographie et climat : impacts sur les coûts et la fiabilité ?

Comme indiqué précédemment, la superficie totale du Nord-Ouest de l'Ontario est de 526 478 km², soit un peu moins de la moitié de l'ensemble de la province (Statistique Canada, 2017). Maintenant, il est indéniable que le Nord-Ouest est immense, mais il faut se souvenir de deux choses : la densité de population par km² est faible et que l'infrastructure physique (route, aéroport, rail, etc.) n'est pas dans la même mesure que dans le Sud. Ontario. Prenons par exemple l'une des autres régions prototypes. La densité de population de Hamilton-Niagara Peninsula est de 197,7 et compte une population active⁵ de plus de 700 000 personnes. Le Nord-Ouest est à l'opposé – la densité de population est de 0,4 et la population active est un peu plus de 100 000 (Statistique Canada 2017b).

Étant donné l'immensité de la région du Nord-Ouest, des questions ont été soulevées quant à l'impact de la distance et du climat sur le coût et la fiabilité de la prestation des services. Étant donné que, pour cette section, le document se concentrera sur l'énoncé :

La vaste géographie (et parfois le climat) en jeu dans ce bassin... rend la livraison coûteuse et peu fiable à moins d'être physiquement située dans une communauté donnée.

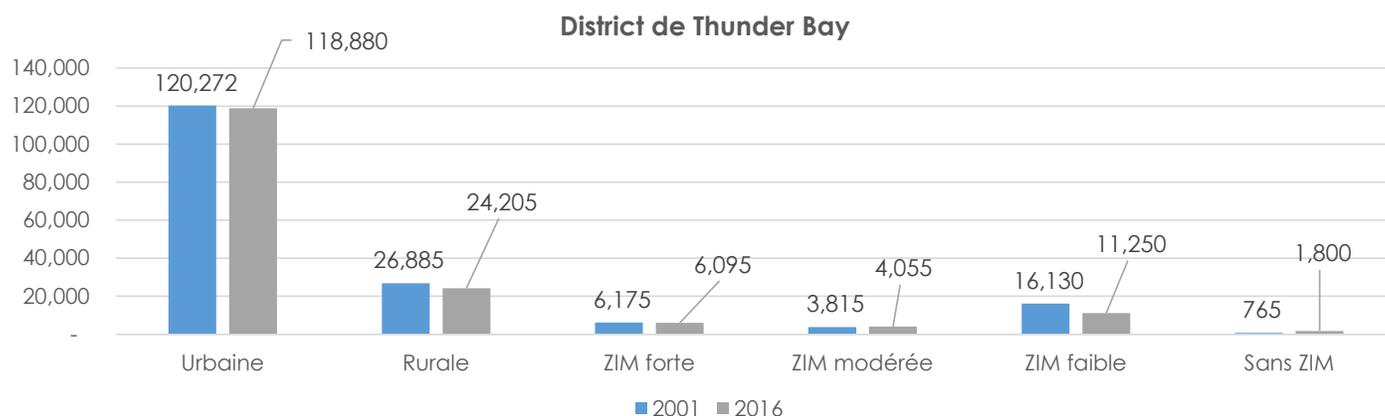


⁵ Employés et chômeurs.

Définition des limites

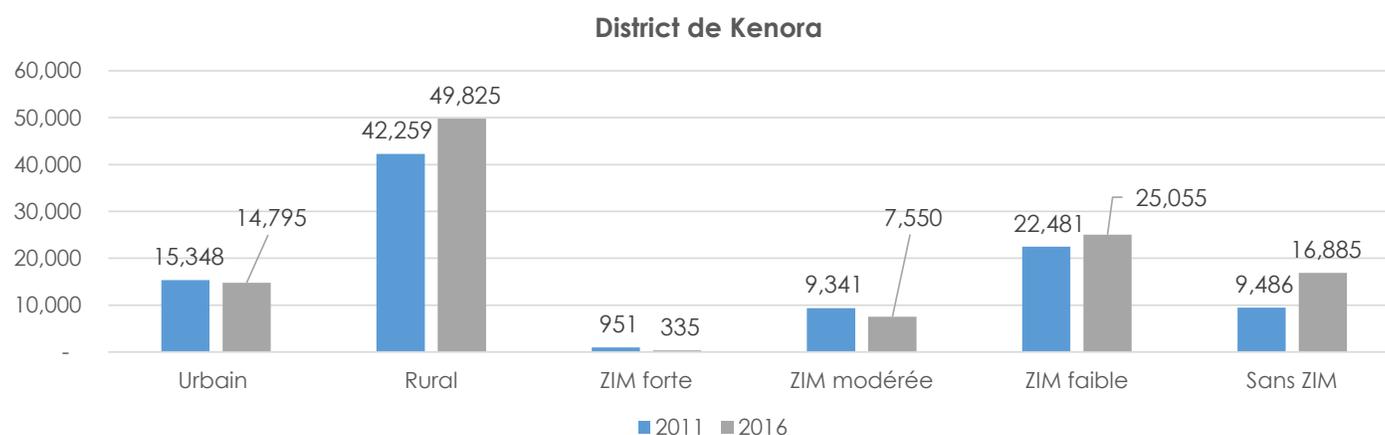
Avant de déterminer la géographie par rapport à la prestation des services, il est important de comprendre d'abord où vivent les résidents et leur relation avec les centres plus peuplés. Lorsque nous examinons les trois districts du Nord-Ouest, nous voyons dans les chiffres ci-dessous que Thunder Bay est le seul district où la plupart des habitants vivent en zone urbaine. De plus, les trois districts ont principalement une ZIM faible (zone d'influence métropolitaine de recensement), ce qui signifie qu'entre zéro et cinq pour cent de la population active occupée fait la navette vers une RMR ou un AR donnée (Statistique Canada 2018c). Pour Thunder Bay, cela pourrait simplement être le reflet du fait que la plupart des gens vivent en zone urbaine.

Figure 5 : Populations urbaines et rurales, district de Thunder Bay, 2001 et 2016



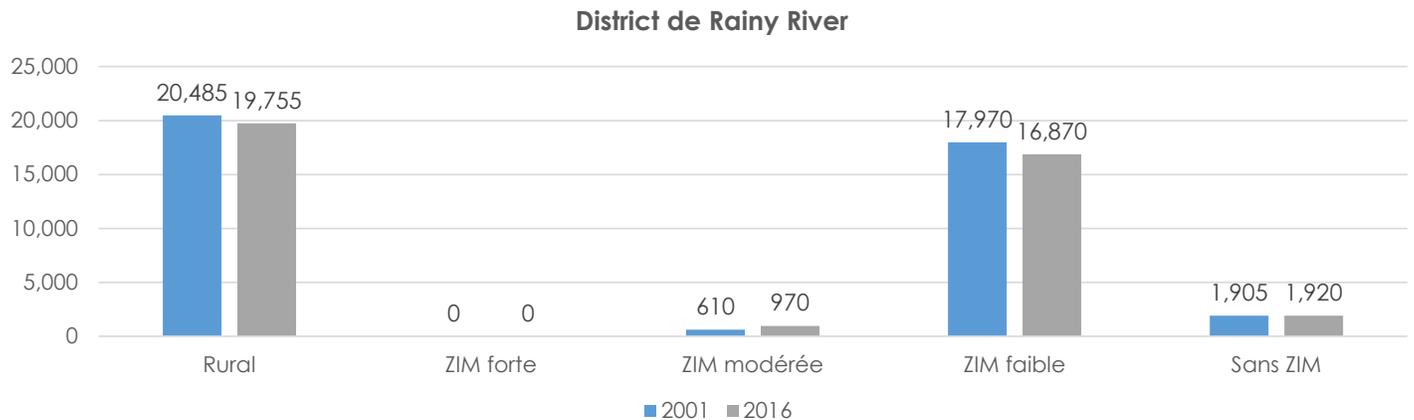
Source: Dr Bakhtiar Moazzami, Human Capital Series 2019: Thunder Bay.

Figure 6 : Populations urbaines et rurales, district de Kenora, 2011 et 2016



Source: Dr Bakhtiar Moazzami, Human Capital Series 2019: Kenora.

Figure 7 : Populations urbaines et rurales, district de Rainy River, 2001 et 2016



Source : Dr Bakhtiar Moazzami, *Human Capital Series 2019 : Rainy River*.

En plus des données sur le lieu de résidence de la plupart des gens, si les données sont ventilées par groupes démographiques distincts, à savoir les francophones, les autochtones et les immigrants, nous constatons les mêmes tendances dans chaque district. À Thunder Bay, la majorité des groupes se trouvent dans la zone urbaine, tandis que les deux autres districts ont les trois groupes dans la zone rurale (Moazzami 2019; 2019b; 2019c).

Maintenant, au-delà de la répartition de la population, qu'en est-il des différences entre les zones rurales et urbaines telles que l'éducation, le revenu ou la mobilité sociale? Dans un rapport de 2019 d'Ontario 360, ils ont catégorisé les régions de la province en utilisant les codes de classification des secteurs statistiques de Statistique Canada, que nous voyons également dans les graphiques ci-dessus avec la ZIM. Ontario 360 définit tout ce qui est urbain s'il entre dans les trois premières catégories (voir l'annexe A). Selon l'analyse d'Ontario 360, les régions rurales ont tendance à prendre du retard par rapport aux régions urbaines sur divers fronts tels que l'éducation, l'emploi et le revenu du ménage, les résultats en matière de santé, l'emploi et la mobilité du revenu (Ahmed 2019). Cependant, il y avait plusieurs choses intéressantes à noter dans l'analyse.

- Alors que les résultats en matière de santé étaient pires dans les régions rurales, les temps d'attente étaient meilleurs / comparables à ceux des régions urbaines.
- Les femmes des zones rurales ont connu une augmentation significative du revenu d'emploi par rapport aux hommes entre 2000 et 2015.
- Alors que le district de Kenora a une élasticité-revenu plus élevée que le reste de la province, les données montrent que la probabilité qu'un enfant naisse dans le ménage du quintile inférieur y restera probablement à l'âge adulte.
- Dans l'ensemble, d'autres RMR de l'Ontario en plus de Toronto et d'Ottawa ont connu une croissance positive de l'emploi depuis 2008 (dans le Nord-Ouest de l'Ontario, ce serait Thunder Bay). En revanche, le reste de l'Ontario rural a connu une baisse.

Maintenant, une partie importante de cette conversation est également l'état d'esprit autour des limites. Quand on voit qu'une grande partie des populations de Rainy River et Kenora sont situées dans des zones rurales, on peut penser que les coûts de prestation des services doivent être élevés. Cependant, cette réflexion peut être le produit d'un biais urbain. Les zones rurales sont souvent considérées comme non rentables (OCDE 2008, 4). Trois choses à cet égard. Premièrement, lorsqu'il s'agit de préjugé urbain dans la prestation de services, cela est dû à l'application de programmes urbains dans les zones rurales. Deuxièmement, «les dépenses et les investissements ne sont pas les mêmes» (ibid 2008, 4). En investissant dans les services et programmes ruraux, on investit dans le capital de savoir de cette population, ce qui présente de nombreux avantages. Enfin, les services ne sont pas seulement disponibles dans les zones urbaines – comme nous le verrons avec l'emplacement des fournisseurs de services de garde agréés plus loin dans l'article.

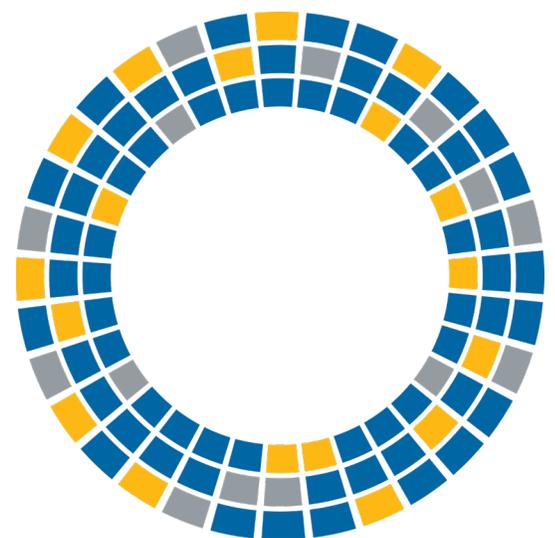
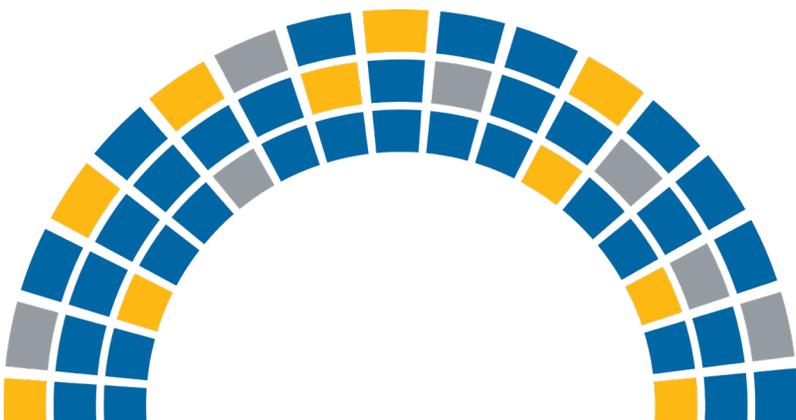
Dans l'ensemble, il est essentiel de définir les limites en fonction de ce qui est urbain ou rural ou de la proximité des clients avec les services. Cela peut jouer un rôle énorme dans le calcul des coûts. Un bon exemple de cela est une étude du Dr Bakhtiar Moazzami dans laquelle il a analysé l'éloignement et le financement de l'éducation des Premières Nations. Il note qu'AINC (Affaires autochtones et du Nord Canada) classe les écoles des Premières Nations comme étant éloignées, rurales ou urbaines. Cette classification «tient compte de la distance du centre de services le plus proche, qui est définie comme la communauté la plus proche où une école des Premières Nations peut accéder aux services gouvernementaux, aux banques et aux fournisseurs» (Moazzami 2018). Ce que ce modèle n'inclut pas, cependant, ce sont les frais de déplacement des enseignants, la proximité d'autres ressources communautaires comme les bibliothèques, la proximité d'autres écoles des Premières Nations, etc.

Montrez-moi l'argent: les coûts de prestation de services

Comme indiqué dans le cas ci-dessus, lorsqu'il s'agit de calculer les coûts de prestation de services, la formule peut dépendre d'une multitude de facteurs au-delà de la simple distance. Par exemple, plusieurs facteurs ont une incidence sur les coûts de prestation des services, selon la région en question (p. ex., Groupe de fournisseurs de services centralisé et dense en termes de population) (Ference & Company 2016; OCDE sd-2; Fédération canadienne des municipalités sd) :

- Totaux de la population ;
- Densité de population ;
- Diminution des subventions pour les zones rurales ;
- Nombre de prestataires de services ;
- Canal de prestation de services (par exemple en personne ou par téléconférence) ;
- Transport disponible pour le client ;
- Caractéristiques de la population de clients (p. ex. Incapacités mentales ou physiques, groupe culturel) ;
- Connaissance des services ; et le
- Changement climatique.

Bien qu'il existe peu de documentation sur les coûts exacts de la prestation des services dans le Nord de l'Ontario, le rapport de 2016 du vérificateur général de l'Ontario peut offrir un aperçu. Dans ce rapport, il était indiqué qu'en 2015-2016, «le financement moyen par site et par client desservi (à l'exclusion de ceux qui effectuaient des recherches indépendantes et des recherches d'emploi) était de 1 828 \$ et variait de 387 \$ à 5 162 \$» (Ontario, 2016). Sur l'ensemble de l'Ontario, le Nord de l'Ontario était associé aux coûts clients les plus élevés par site, tandis que le reste de l'Ontario affichait des taux relativement similaires (ibid 2016).

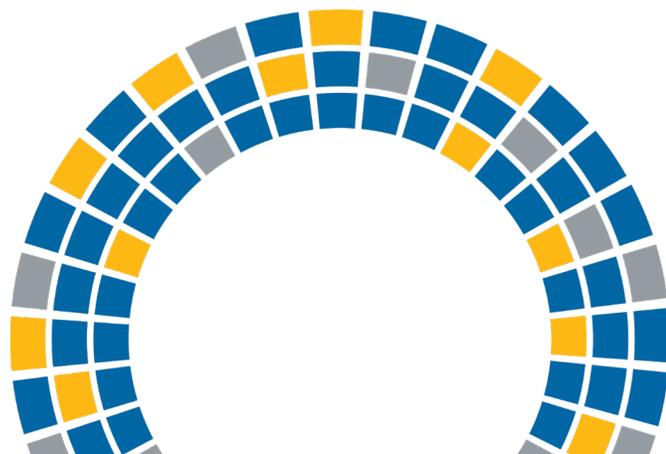


Une situation de coût similaire peut être observée en Colombie-Britannique. Dans un rapport publié en 2016 par Ference and Company, ils ont examiné les coûts de prestation de services variables moyens et le financement des soutiens et des services aux clients par client. Leurs résultats ont révélé que les dépenses moyennes pour tous les clients étaient de 1 901 \$ par client et que les dépenses avaient tendance à être plus élevées pour les clients qui avaient de multiples obstacles (par exemple, un coût moyen de niveau 4 par client était de 2 294 \$)⁶ (Ference & Company 2016, 102).

Tableau 1 : Frais de service variables et dépenses de soutien financier et de services achetés par client, avril 2012 à septembre 2015, certains types de clients

Caractéristiques du client	Clients (nombre total)	Coût total par client
Niveau 0	32 634	920 \$
Niveau 1	6 512	390 \$
Niveau 2	72 030	2 172 \$
Niveau 3	76 174	2 130 \$
Niveau 4	22 325	2 294 \$
Rural	29 715	2 186 \$
Premières Nations	20 819	1 741 \$
Francophone	2 001	1 757 \$
Immigrants	15 284	1 766 \$
Multibarrières	37 227	2 139 \$

Source : Ference & Company 2016, 103. Tableau adapté de la source. Remarques : Le niveau 0 fait référence aux clients qui sont en libre-service (sans gestion de cas). Rural spécifie ceux qui n'ont pas facilement accès à un centre de services d'emploi.



⁶ A Tier 4 client is considered an individual with "little to no employment readiness". On the other hand, a Tier 1 client is considered an individual that has a high level of employment readiness.

Fiabilité

En ce qui concerne la fiabilité du service, l'une des premières choses qui peuvent venir à l'esprit est de savoir si quelqu'un peut y accéder physiquement. Comme nous le verrons plus loin, l'infrastructure de transport est un facteur déterminant dans la dynamique du Nord de l'Ontario. Maintenant, quand on regarde les infrastructures de transport par rapport aux conditions météorologiques, il existe des connexions claires qui peuvent avoir un impact sur la fiabilité. Dans l'ébauche 2041 de 2017 de la Stratégie de transport multimodal du Nord de l'Ontario, il était indiqué tout au long du document que le climat aura un effet sur l'infrastructure de transport du Nord de l'Ontario. Plus précisément, il devrait affecter une gamme de modes de transport et, en raison des événements météorologiques changeants, la probabilité de fermetures de routes, de conditions de conduite dangereuses en hiver, d'inondations, etc. augmente (Ontario 2017, 71, 84).

De plus, la durée de vie des routes d'hiver dans le Nord de l'Ontario se raccourcit en raison des changements climatiques (Prentice 2017, 2). Puisque les routes d'hiver sont un lien entre les collectivités éloignées et le réseau routier toutes saisons, les conditions météorologiques posent un problème. Toutefois, il convient de noter que des consultations distinctes sont en cours entre le gouvernement provincial et les Premières Nations Ontario au travail en ce qui concerne les services d'emplois pour les collectivités des Premières Nations.

Compte tenu des répercussions que les conditions météorologiques peuvent avoir, il est clair que les déplacements des clients pour accéder aux services d'emplois en personne peuvent être entravés. Il en va de même pour les programmes qui fournissent des services à l'extérieur de leur site d'origine. En outre, selon l'endroit où l'on vit, il peut y avoir de grandes distances pour voyager et les fermetures d'itinéraires, ce qui peut être un revers important. Enfin, le manque de modes de transport pour les personnes à l'extérieur des grands centres peut être un problème (Ontario 2017, 55).

Compte tenu de ce qui précède, l'un des points secondaires de la stratégie préliminaire était de «fournir des services à distance par le biais des télécommunications ou localement lorsque c'est possible, afin de réduire le besoin de personnes de voyager» (ibid 2017, 74). Et cela nous amène au deuxième facteur de fiabilité – le canal de livraison. Comme indiqué, les conditions météorologiques peuvent avoir un impact sur les services en personne, mais le numérique est une autre option à considérer. La livraison numérique peut certainement éliminer l'obstacle de la géographie, cependant, comme indiqué précédemment, l'accessibilité peut varier. Si la vitesse d'une personne est lente, elle peut rendre la formation en ligne difficile, par exemple.

Un troisième facteur qui se présente en ce qui concerne la fiabilité de la prestation des services est la cohérence. Pour en revenir à l'évaluation du modèle de la Colombie-Britannique, on a constaté que, dans l'ensemble, il y a eu un certain succès lorsqu'il s'agissait d'offrir un accès uniforme aux services. Toutefois, les informateurs clés ont relevé un problème avec les entrepreneurs qui interprètent différemment les approches en matière de politiques et de prestations. Même l'interprétation parmi les agents de contrat et de partenariat du ministère variait. En outre, il y avait certaines questions en ce qui concerne la subjectivité dans les évaluations des besoins et l'absence de cadres pour évaluer les niveaux et les besoins des clients, par exemple (FERENCE & COMPANY 2016, p. 76). Comme le présent document l'examinera plus tard, la structure du modèle du gestionnaire de système de services pour le Nord-Ouest de l'Ontario devrait être examinée attentivement afin de s'assurer que l'uniformité est effectuée sur de si longues distances.

Conclusion

Dans cette section, le document a analysé plusieurs facteurs du coût et de la fiabilité de la prestation des services par rapport à la géographie et au climat. Sur la base de l'analyse, on peut conclure que la géographie et le climat peuvent jouer un rôle, mais ils ne sont pas les seuls facteurs d'influence. De plus, il est difficile de cerner les facteurs individuels compte tenu de l'éventail des circonstances auxquelles font face les collectivités et les individus du Nord de l'Ontario. De plus, avant d'examiner les coûts, la fiabilité, les différents canaux, etc., la compréhension de l'endroit où vivent les gens et de leur volume de déplacements devrait être définie dès le départ pour déterminer ce qui est rural et ce qui est urbain. Ou si les termes «ruraux» et «urbains» devraient même être utilisés. Peut-être qu'«entièrement connectés», «semi-connectés» et «peu de connexion» pourraient être utilisés pour définir les emplacements communautaires (voir Melillo 2018).

Enfin, deux points doivent être pris en considération dans le contexte ci-dessus :

- **Canal de livraison optimal** : est-il à la fois en personne et en ligne? Est-il seulement en ligne ou seulement en personne? Certaines approches de livraison coûtent-elles plus cher que les suivantes? Avantages et inconvénients?
- **Analyse comparative** : Il n'est pas approprié de comparer les coûts de livraison et les approches à des endroits comme Toronto. Regarder des géographies comparables peut donner une bonne idée de ce qui fonctionne bien et peut être appliqué ici.

La variété est l'épice de la vie : une prestation significative et des besoins variés

Dans les mémoires présentés par les entités pour être l'un des sites prototypes initiaux de la province, cinq modèles ont vu le jour :

- Le gestionnaire de système de services n'est qu'un titulaire de contrat et non un agent de livraison ;
- Le gestionnaire de système de services est le seul agent de livraison et il existe un modèle de livraison ;
- Le gestionnaire de système de services est l'agent de livraison majoritaire où leurs sites ont un modèle de livraison, mais les autres sites peuvent choisir ;
- Le gestionnaire de système de services est l'agent de livraison minoritaire où leurs sites ont un modèle de livraison, mais les autres sites peuvent choisir ;
- Le gestionnaire de système de services est l'agent de livraison minoritaire et il n'y a pas de modèle fixe, tous les sites peuvent fonctionner comme bon leur semble.

Il y a divers avantages et inconvénients à ces modèles dans le contexte du Nord-Ouest de l'Ontario ainsi que plus généralement, pour être sûr. Toutefois, pour cette section du document, l'accent sera mis sur l'énoncé suivant :

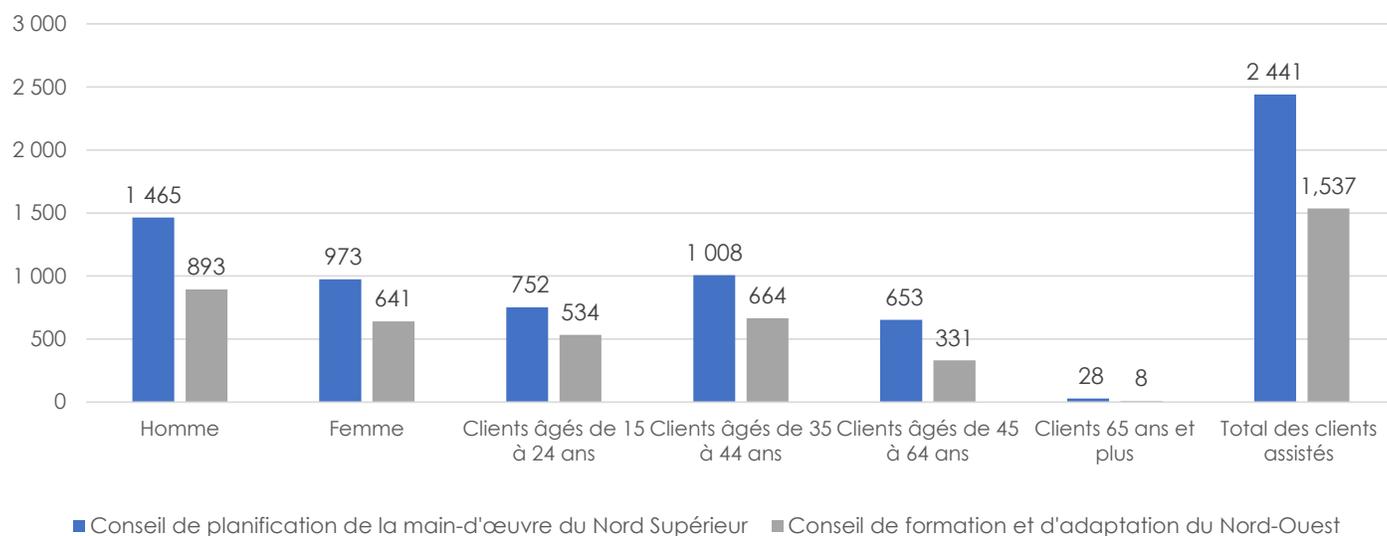
L'ampleur des besoins uniques et locaux dans l'ensemble du bassin versant rend difficile d'imaginer comment une entité centralisée sera en mesure de faire des modèles de prestation significatifs pour toutes les collectivités.



Caractéristiques du Nord-Ouest de l'Ontario: un aperçu rapide

Lorsque la Nouvelle-Écosse a intégré le soutien à l'emploi et l'aide au revenu dans un seul programme en 2001, les changements ont été guidés par un ensemble de raisons, y compris la nécessité d'accroître la souplesse de la prestation des services afin de répondre aux besoins des clients (Goss Gilroy Inc). Pour le Nord-Ouest de l'Ontario, quelles sont nos lignes directrices pour une prestation de services appropriée? Pour répondre à cette question, la première étape consiste à comprendre les caractéristiques des clients et de la population du Nord-Ouest de l'Ontario dans son ensemble. Pour commencer, la figure ci-dessous révèle que dans tout le Nord-Ouest de l'Ontario, le sexe des clients assistés est principalement masculin et que la plupart des clients ont entre 35 et 44 ans, suivis des 15-24 ans. Cette ventilation est conforme à l'ensemble de la province.

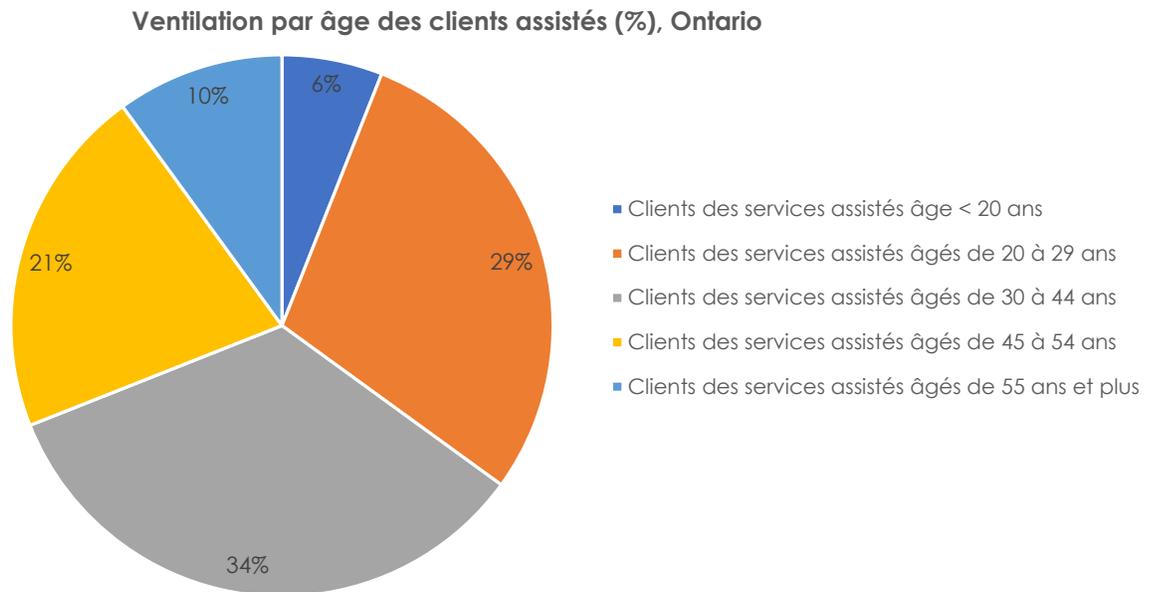
Figure 8 : Clients assistés dans deux conseils d'urbanisme du Nord-Ouest de l'Ontario
Les clients ont aidé les conseils de planification dans le nord-ouest de l'Ontario



Source : Calculs de l'auteur, Centre géographique Emploi Ontario, ministère du Travail, de la Formation et du Développement des compétences
 Remarque: Les données sont fondées sur des renseignements communiqués aux conseils locaux et aux conseils locaux de planification de l'emploi en 2016. La dernière mise à jour de la page Web a été mise à jour en novembre 2019.



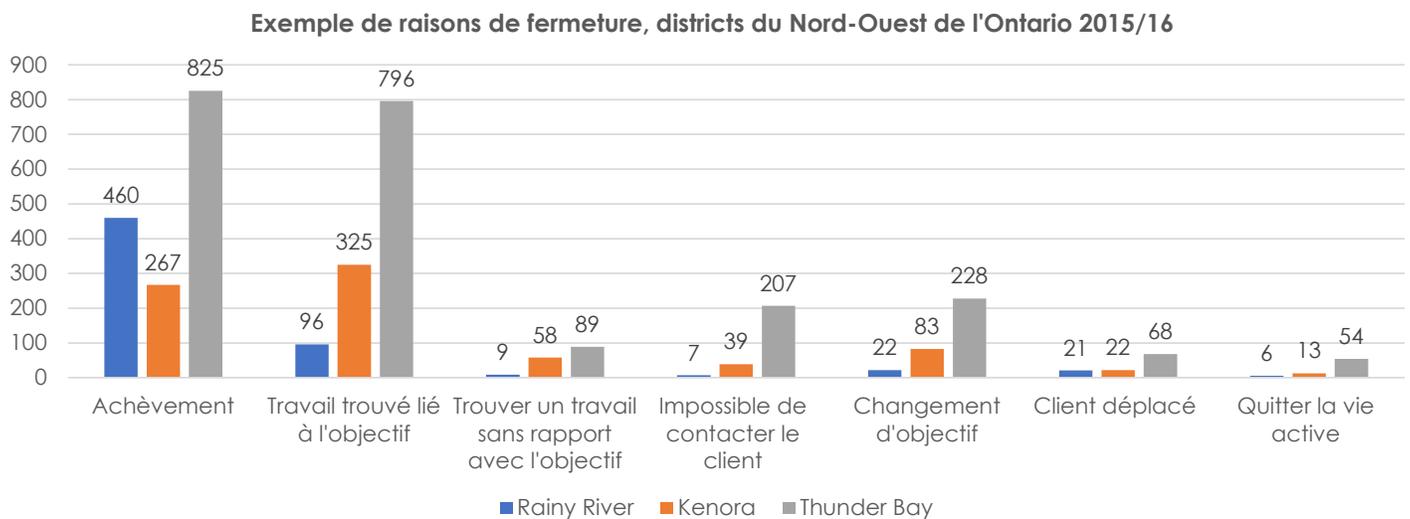
Figure 9 : Clients assistés, Ontario



Source : Calculs de l'auteur, Centre géographique Emploi Ontario, ministère du Travail, de la Formation et du Développement des compétences.
 Remarque : Données publiées à l'origine en 2014, mais la fréquence des mises à jour est annuelle. La dernière mise à jour de la page Web a eu pour but d'obtenir des changements dans la vie de la police.

Voici quelques raisons pour lesquelles le régime de services d'emplois d'un client a été fermé. Comme nous l'avons vu, tous les districts ont connu des niveaux plus élevés de clients qui ont terminé le programme ou trouvé du travail lié à leur objectif.

Figure 10: Échantillonnage des raisons de fermeture, 2015/16



Source : Sondage géographique Emploi Ontario, ministère du Travail, de la Formation et du Développement des compétences.



Les résultats dans les trois districts sont également révélateurs. Lorsqu'on examine la situation d'emploi des clients à la sortie du Service de l'emploi, la plupart des clients sont employés à temps plein. En deuxième position, il y a les clients qui ont indiqué un emploi à temps partiel, mais le district de Rainy River comptait un peu plus de clients qui étaient au chômage à la sortie.⁷

Tableau 2 : Résultats des clients à la sortie, 2015/16

District	Employé à temps plein	Employé à temps partiel	Incapable de travailler	Chômeurs
Rainy River	251	69	16	91
Kenora	281	74	30	48
Thunder Bay	816	314	107	200

Source : Sondage géographique Emploi Ontario, ministère du Travail, de la Formation et du Développement des compétences.

De plus amples renseignements ont été recueillis sur les clients à la sortie du programme en matière d'éducation. Moins de clients ont indiqué qu'ils poursuivaient des études plus poussées que ceux qui travaillaient à temps plein ou à temps partiel à la sortie des Services d'emplois. Les parcours d'éducation qui ont été indiqués comprennent l'éducation postsecondaire, le diplôme d'études secondaires de l'Ontario ou l'équivalent et la mise à niveau scolaire (Sondage géo d'Emploi Ontario 2017).

Enfin, lorsqu'il s'agit de clients qui faisaient partie d'autres programmes à la sortie des Services de l'emploi, dans les trois districts, il y avait des clients qui faisaient partie d'« autres programmes de formation aux EO » et de « programmes d'alphabétisation de l'EO ». Pour les programmes tels que ESL/FSL et MCI Bridge Projects, il n'y avait aucun client. Dans le district de Thunder Bay, plus de 50 clients ont indiqué qu'ils étaient dans des programmes de formation fédéraux, mais qu'il était nul dans les deux autres districts.

Lorsqu'on examine l'ensemble de la population du Nord-Ouest de l'Ontario, cela peut donner un aperçu de la composition des collectivités et offrir un contexte plus important pour les besoins de la région. Bien qu'il y ait ci-dessous un aperçu de quelques caractéristiques

déterminantes, il existe des profils plus approfondis pour chacun des districts (voir La Série du capital humain 2019 du Dr Moazzami).

En termes de population, plus de 52 % des gens vivent dans les villes de Kenora ou de Thunder Bay. Environ 30 % de la population (approximativement 72 300 personnes) est répartie dans 100 collectivités, chacune ayant une population de moins de 5 000 habitants (Statistique Canada, 2016). De plus, le Nord-Ouest de l'Ontario abrite 81 collectivités des Premières Nations situées dans le Grand Nord et dans le Nord (accès à la route toute l'année). Enfin, si l'on examine les projections démographiques totales, tous les districts connaissent un vieillissement de la population, mais la population totale de Kenora devrait augmenter. De plus, dans les trois districts, la population autochtone en âge de travailler devrait augmenter. Il est essentiel de veiller à ce que les parcours d'éducation et de formation appropriés soient maintenus (Moazzami 2019, 2019b, 2019c).

En termes de langue, une plus grande proportion de la population ne parle que l'anglais, mais il y a plus de personnes bilingues que celles qui ne parlent que français.

Tableau 3: Connaissance des langues officielles (%), Districts du Nord-Ouest de l'Ontario, 2016

District	Anglais seulement	Français seulement	Anglais et français	Ni anglais ni français
Thunder Bay	91,16	0,01	8,67	0,11
Rainy River	96,09	0,08	3,79	0,00
Kenora	95,08	0,07	4,60	0,25

Source : Calculs de l'auteur, Profil du groupe cible par connaissance des langues officielles, Recensement de Statistique Canada 2016.

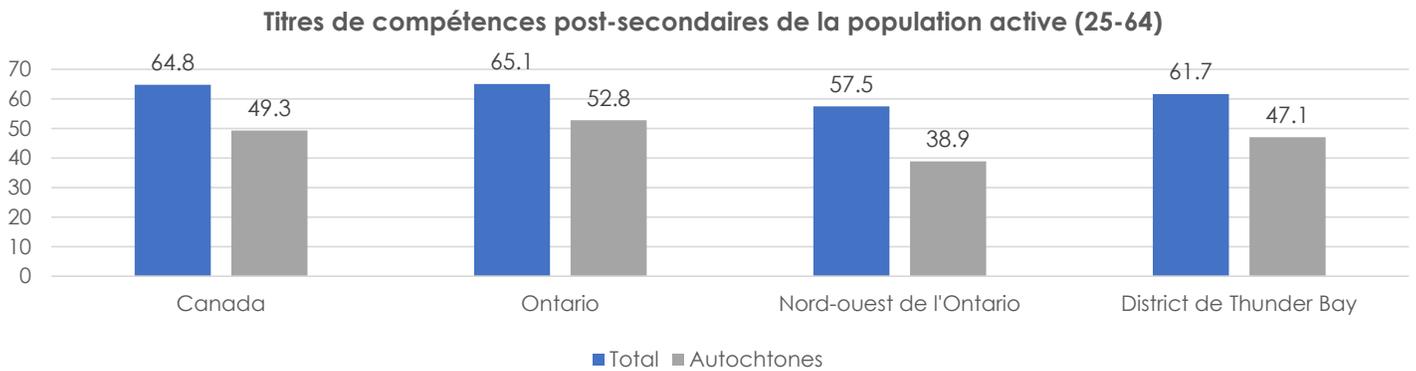
⁷ N'inclut pas les données manquantes et inconnues, ainsi que les personnes qui ont indiqué à la fois employé et soit dans la formation ou dans l'éducation.

Il est reconnu, par exemple, dans la prestation des soins de santé que les services devraient être fournis aux individus d'une manière culturellement appropriée – par exemple la langue qu'ils sont les plus à l'aise. À cet égard, lorsqu'on examine la langue parlée le plus souvent à la maison, l'écrasante majorité de la population parle anglais dans les trois districts, cependant, près de 10% de la population de Kenora parle une langue autochtone (Statistique Canada 2017c; 2017d).

En ce qui concerne l'éducation postsecondaire, les niveaux de la population active (âgés de 25 à 64 ans)

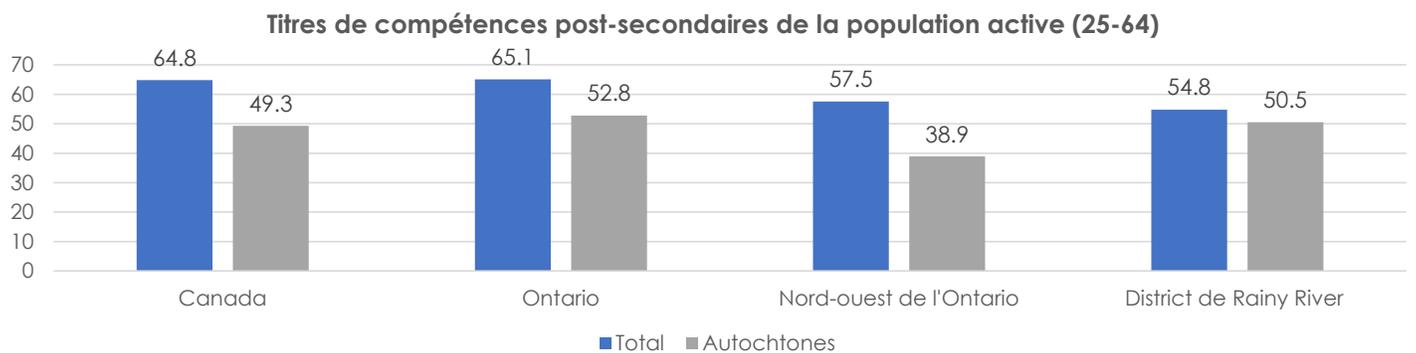
qui ont ces titres de compétence varient d'un district à l'autre, Kenora affichant des niveaux inférieurs par rapport aux deux autres. Ces niveaux sont importants à considérer, car de multiples études ont souligné que la nature et les besoins de l'économie changent. On estime qu'au cours des dix prochaines années (d'ici 2031), 80% de la population active doit faire des études postsecondaires, qu'il s'agisse de l'université, du collège ou de l'apprentissage (Moazzami 2019). De plus, on estime que le pourcentage de nouveaux emplois qui nécessiteront des études postsecondaires d'ici 2031 sera également de 80% (ibid 2019).

Figure 11 : Thunder Bay, Titres de compétences postsecondaires de la main-d'œuvre (%)



Source : Série de capital humain : Thunder Bay (2019c).

Figure 12: Rainy River, Titres de compétences postsecondaires de la main-d'œuvre (%)



Source : Série de capital humain : Rainy River (2019b).

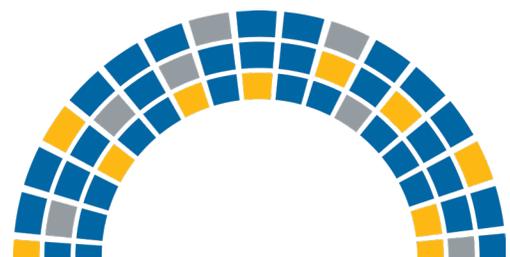
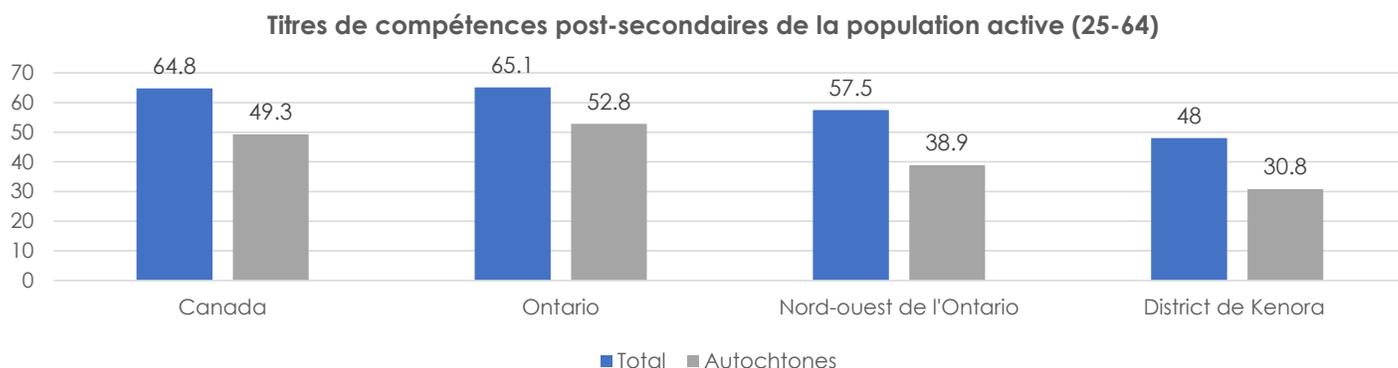


Figure 13 : Kenora, titres de compétences postsecondaires de la main-d'œuvre (%)



Source : Série de capital humain : Kenora (2019).

Un autre point à considérer pour les collectivités est la composition de la main-d'œuvre et de l'économie. Du côté de la population active, les trois districts comptent environ 90 % des personnes employées, Kenora étant la plus faible à 88% (Statistique Canada 2017c; 2017d). En ce qui concerne la composition industrielle et professionnelle de la population active âgée de 15 à 64 ans, lorsqu'on examine l'emploi dans l'industrie, il y a eu un passage au fil du temps des industries productrices de biens à la production de services dans les trois districts. En ce qui concerne la composition, pour la plupart, les trois districts retrouvent leurs industries top 3 dans les secteurs des produits et des services.

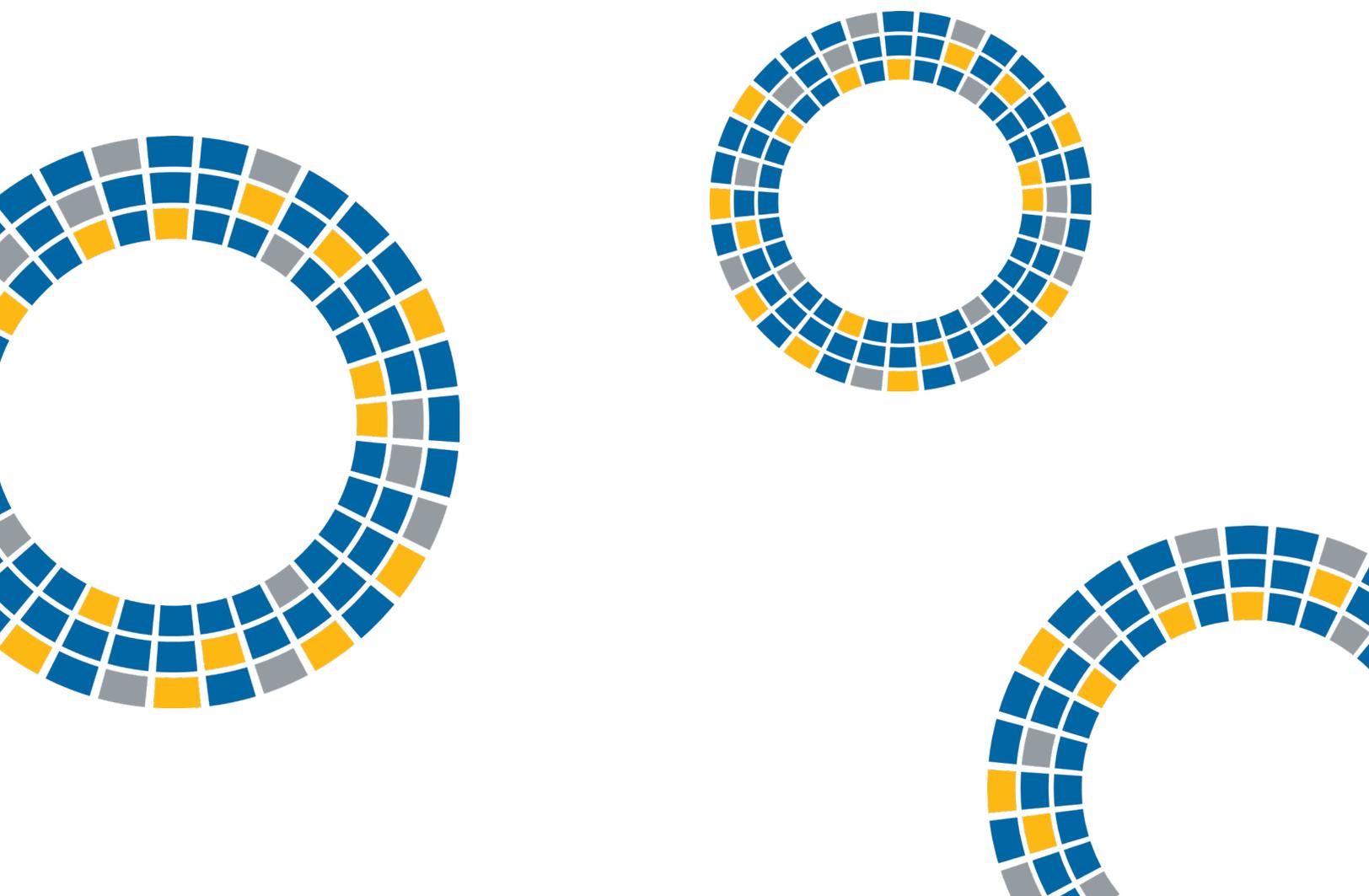


Tableau 4 : Top 3 des secteurs producteurs de biens et de services, du Nord-Ouest de l'Ontario 2016

Thunder Bay	Rainy River	Kenora
Secteurs producteurs de biens		
Construction	Construction	Construction
Fabrication	Fabrication	Minière
Minière	Agriculture, pêche et chasse	Fabrication
Secteurs producteurs de services		
Soins de santé et services sociaux	Soins de santé et services sociaux	Soins de santé et services sociaux
Commerce	Commerce	Commerce
Autres services	Services éducatifs	Administration publique

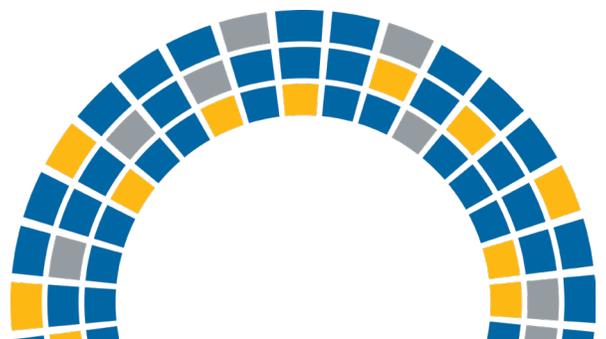
Source : Tableau modifié de Moazzami 2019, 2019b et 2019c.

En ce qui concerne les professions, les trois districts en 2016 partageaient les trois mêmes professions principales: les métiers des ventes et des services; les opérateurs de métiers, de transport et d'équipement, et les professions connexes; et les professions en sciences sociales, en éducation, en service public et en religion (Moazzami 2019, 2019b, 2019c).

Dans l'ensemble, bien qu'il existe de multiples similitudes entre les districts, l'information sur les caractéristiques des clients et les caractéristiques plus larges de la population révèle également qu'il existe également certaines différences. La capitalisation d'articles semblables peut mener au partage des connaissances et des ressources, ainsi qu'à la capacité de fournir peut-être des services semblables dans l'ensemble de la région. Cela ne veut pas dire, cependant, qu'un modèle unique est nécessaire pour le Nord-Ouest. Comme nous l'avons

déjà mentionné dans le présent document, la différence d'habitat de la population, ainsi que la capacité d'accéder à Internet haute vitesse, sont des facteurs qui aident à déterminer ce qui serait approprié comme livraison locale.

En outre, tout en analysant les caractéristiques de la population et du client, et d'autres facteurs d'influence lors de la recherche de perspicacité dans la structure modèle potentielle, il y a quelque chose à dire au sujet d'aller directement à la source. Comment les clients actuels du Nord-Ouest perçoivent-ils leur accès aux services? Qu'est-ce qui, le cas échéant, ferait fonctionner le système pour eux? En effet, un inconvénient potentiel à une telle approche descendante peut être le manque de connexion avec les personnes qui sont ou seront touchées.



Centralisation contre décentralisation

Comme nous l'avons déjà mentionné, les soumissions au programme du gestionnaire de système de services ont varié et les structures des prototypes choisis sont différentes. Certains ont été décentralisés tandis que d'autres ont été centralisés. Certains étaient un mélange. Cela nous amène à la question: quels sont les avantages et les inconvénients?

Pour une approche décentralisée, il y a certainement des arguments qui peuvent être avancés au sujet d'une plus grande flexibilité. Cela peut permettre aux organisations d'innover et de « concentrer leurs ressources là où elles croient qu'elles feront le plus de bien » (Eidelman et al 2020; Ference & Company 2016). L'inconvénient potentiel de cette approche remonte à ce qui a été mentionné précédemment – l'interprétation des politiques par différents fournisseurs de services peut affecter l'uniformité de l'accès. Cela peut également influencer sur la validité des rapports sur les progrès et les résultats des clients. En effet, bien qu'un gestionnaire de système de services puisse comprendre les paramètres nécessaires pour rendre compte de certains indicateurs, s'assurer que d'autres personnes comprennent et suivent ces paramètres est une autre chose.

La centralisation, par contre, n'aurait pas cette question. Une seule entité pourrait coordonner les fournisseurs de services pour s'assurer que des normes semblables sont pratiquées et que la validité des rapports pourrait moins être un problème, théoriquement (Eidelman et al 2020). En outre, la centralisation permet des économies d'échelle (ibid 2020). Pour une région à faible densité de population et à faible niveau, cela pourrait certainement être un avantage. Toutefois, le seul inconvénient d'un tel modèle

est le potentiel qu'une seule entité ne peut pas connaître tous les détails locaux. Bien que les caractéristiques aient montré plus tôt qu'il y avait des similitudes, il pourrait y avoir d'autres facteurs d'influence qui sont appris sur le terrain. Par exemple, les relations entre les collectivités et les réseaux établis entre les organisations qui se construisent au fil des ans. Si une seule entité, surtout celle qui n'est pas du Nord-Ouest (par exemple une société privée de Toronto), cela pourrait poser un problème.

Lors d'une précédente conférence de l'OCDE sur la prestation des services dans les régions rurales, les participants à la conférence ont convenu que l'un des points nécessaires dans un cadre efficace de gouvernance de la prestation des services était la compréhension que :

«Aucune institution publique ou privée n'a les connaissances nécessaires pour décider quels services fonctionneraient le mieux pour la région. Ces connaissances sont souvent un mélange de notions stratégiques et d'informations clés locales. Dans ce cadre, il est essentiel de faciliter l'échange d'informations et la confiance mutuelle pour combiner des instruments nationaux et infranationaux ainsi que publics et privés pour répondre aux besoins de services de différents domaines» (OCDE, 2008).

Compte tenu de cela, ainsi que de la combinaison de similitudes et de différences dans le Nord-Ouest, les collectivités du Nord-Ouest voudront peut-être envisager une approche mixte à l'égard d'un modèle de gestionnaire de système de services afin d'assurer une prestation significative.



Collaboration

Bien sûr, quelle que soit la structure choisie, la collaboration est un élément clé de la prestation des services (Kernaghan, 2011; Ference & Company 2016; OCWI 2017; Goss Gilroy Inc 2007). La collaboration peut se manifester de différentes façons, telles que la fourniture de soutiens enveloppants aux clients, ainsi qu'entre les communautés, les organisations externes et les services internes (OCWI 2017, Ference & Company 2016; Goss Gilroy Inc 2007). Voici quelques exemples spécifiques de la littérature⁸:

- Co-implantation d'un bureau de services d'emplois de la Colombie-Britannique avec un fournisseur de services d'établissement afin de communiquer aux nouveaux arrivants quels services d'emplois sont disponibles ;
- Groupe régional de centres de services à l'emploi qui se réunissent environ tous les mois pour travailler à l'élaboration d'initiatives telles que des ateliers ;
- Commercialisation conjointe ;
- Les relations avec les employeurs de la Nouvelle-Écosse aident à orienter les clients à la recherche d'une expérience de travail.

Certes, la collaboration est plus facile à dire qu'à faire. À ce titre, il y a plusieurs questions et commentaires clés que nous devons examiner.

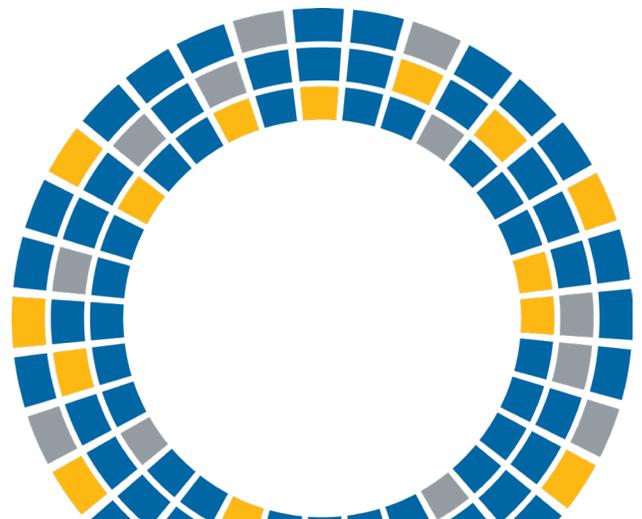
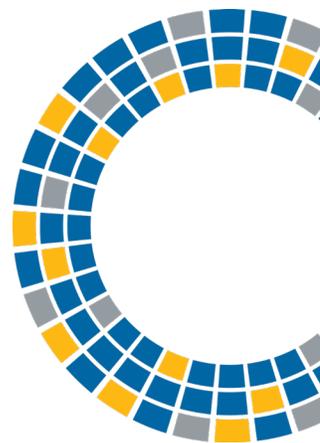
- À quoi ressemblent nos réseaux ?
- Sommes-nous bien connectés dans un seul secteur ou y a-t-il des réseaux intersectoriels qui ont été développés ?
- Les organisations de notre région entretiennent-elles des relations solides avec leurs clients et d'autres organisations qui peuvent être mises à profit ? Les relations avec certaines collectivités et organisations peuvent prendre du temps à se développer.

Bien qu'il n'y ait peut-être pas une seule organisation qui vérifie toutes les cases, les questions visent à guider les individus en ce qui concerne la compréhension de l'endroit où se trouvent les lacunes et les possibilités.

Conclusion

Le présent document a simplement pour but de fournir une ventilation des impressions du Nord-Ouest de l'Ontario sur divers points plutôt que d'offrir une suggestion d'un modèle concret. L'utilisation de l'information ci-dessus, ainsi que les autres sections du présent document, peut être utilisée pour éclairer d'autres discussions qui sont plus ciblées. Toutefois, d'après cette section, un modèle mixte peut être jugé plus approprié pour ce domaine étant donné l'éventail des similitudes et des différences entre les districts. En outre, comme l'a déclaré l'OCDE, il est difficile pour une seule entité de gérer de manière appropriée la prestation des services.

Avant de poursuivre une telle considération, il y a des questions qui doivent être posées au sujet de nos réseaux et actifs actuels. De plus, demander aux clients ou aux organisations qui recueillent ces données peut aider à orienter les futures discussions sur le modèle du gestionnaire de système de services. Les données qui sont accessibles au public ne reflètent peut-être pas entièrement la situation actuelle.



⁸ Ference & Company 2016; Goss Gilroy Inc 2007.

Aide recherchée : obstacles à la rétention et au maintien en poste des personnes au travail

Connecter les demandeurs d'emploi aux employeurs et vice versa n'est pas toujours une promenade dans le parc. Prenons par exemple le projet Intermédiaire communautaire et international.⁹ Les intermédiaires ont fait beaucoup de préparation à l'emploi (par exemple le polissage de CV) pour les demandeurs d'emploi, et ont montré aux employeurs où diverses ressources peuvent être trouvées.¹⁰ En effet, il peut y avoir de multiples facteurs et étapes tant du côté de l'employeur que du demandeur d'emploi afin d'établir ce lien final.

Dans les discussions de Sioux Lookout, on a discuté de ce qui influe sur l'influence du placement et du maintien en poste des personnes. Plus précisément, il a été indiqué :

Dans de nombreuses régions, le placement et le maintien en poste des gens au travail sont souvent moins une question de talent ou de disponibilité du travail, mais plutôt d'un manque d'accès à des choses comme le logement, le transport et la garde d'enfants.



⁹ Le projet Intermédiaire communautaire et International (ICI) s'est déroulé dans le Nord-Ouest de l'Ontario de 2018 à 2019. Au moment d'écrire ces lignes, ICI est en cours dans le Nord-Est de l'Ontario. Le but du projet est de connecter les demandeurs d'emploi et les employeurs migrants internationaux et secondaires.

¹⁰ Basé sur la publication à venir par NPI.

Garde

En décomposant le nombre d'établissements de garde d'enfants autorisés dans le Nord-Ouest de l'Ontario, on constate qu'il y a 91 établissements actifs, mais une seule offre des services en français tandis que l'autre offre les deux langues officielles. Ils sont situés respectivement à Thunder Bay et à Longlac. En ce qui concerne la ventilation par district, Thunder Bay a le plus d'installations. Les villes de Thunder Bay, Fort Frances et Kenora ont le plus d'installations dans chaque district. Il convient également de noter que toutes les installations sont reliées aux principales routes.

Tableau 5 : Répartition des installations par district, du Nord-Ouest de l'Ontario, 2020

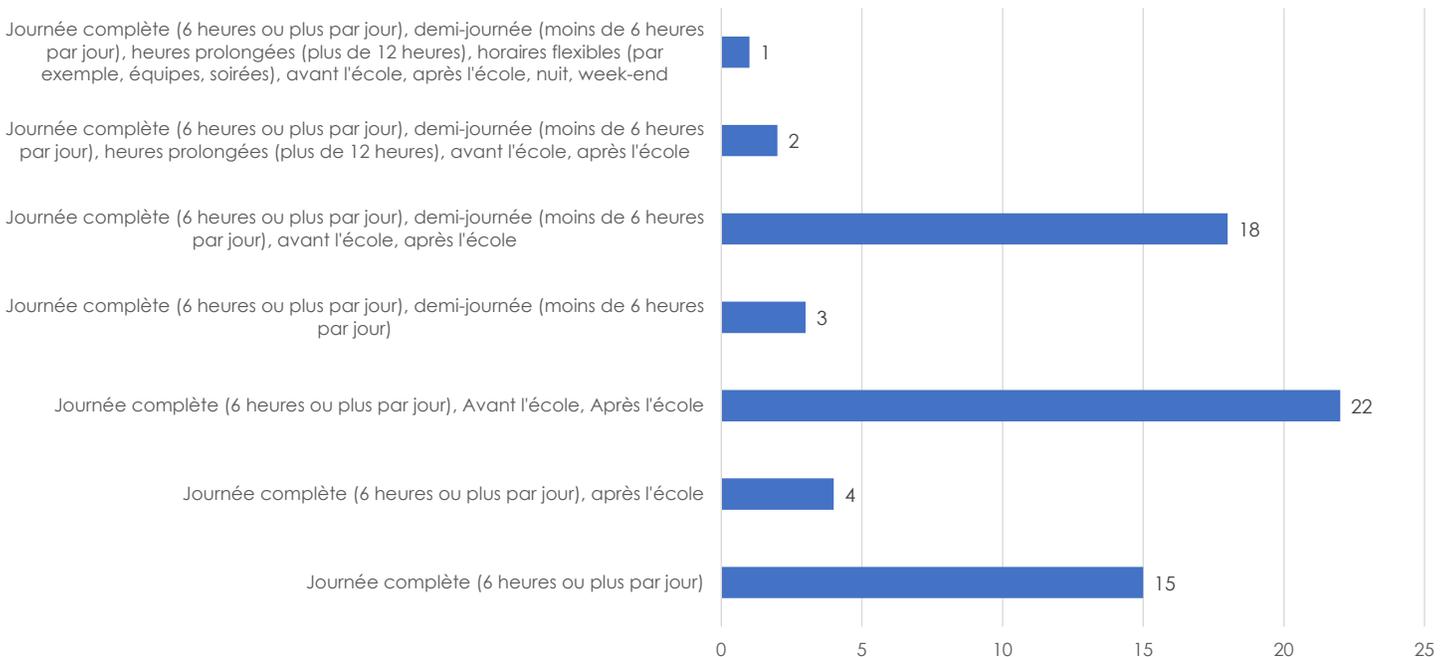
District	Nombre total d'installations	Nombre de collectivités ayant au moins une installation
Kenora	28	9
Rainy River	14	5
Thunder Bay	49	11

Source : Ontario Government Open Data Catalogue

Enfin, il y a plus du double du nombre d'installations offrant au moins une option de journée complète par rapport à celles qui ne sont en mesure d'offrir qu'une partie de la journée et/ou des options après/avant l'école. Voir les chiffres 14 et 15 ci-dessous pour plus de détails.

Figure 14: Service de garde d'enfants d'une journée à part entière, du Nord-Ouest de l'Ontario, 2020

**Options de programme avec au moins une journée complète de service fournie,
3 DSSAB du Nord-Ouest de l'Ontario**

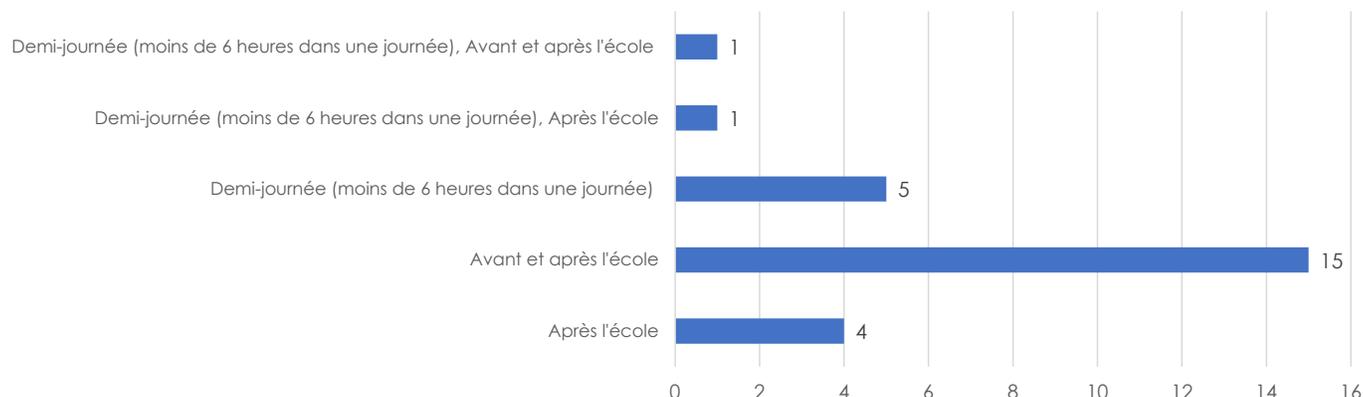


Source : Catalogue de données ouvertes du gouvernement de l'Ontario, 2020.

Remarque : Le DSSAB signifie Conseil d'administration des services sociaux de district.

Figure 15: Programmes sans option d'une journée complète, du Nord-Ouest de l'Ontario, 2020

Options du programme : Journée non complète, 3 DSSAB du Nord-Ouest de l'Ontario



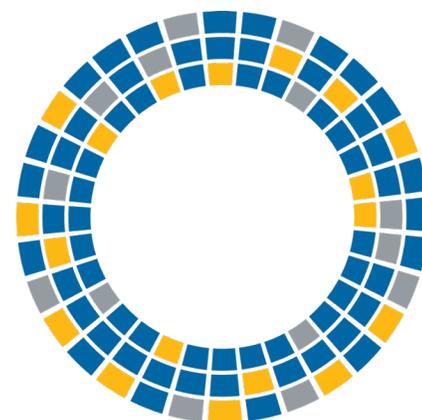
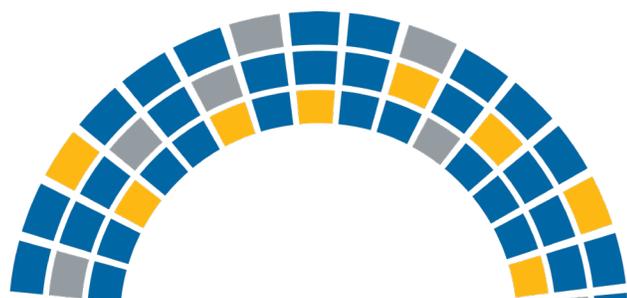
Source : Catalogue de données ouvertes du gouvernement de l'Ontario, 2020

Maintenant, bien que nous puissions voir qu'il existe des options, il y a d'autres facteurs qui peuvent affecter l'accès aux garderies au-delà de l'accès physique. Selon un rapport du Centre canadien de politiques alternatives (2017), l'abordabilité peut être un problème pour les familles à revenu faible ou intermédiaire. Par exemple, dans leur rapport de 2016, leurs calculs ont montré que même après l'application d'une subvention provinciale à une famille à faible revenu, les familles admissibles devraient quand même payer 500 \$ de plus par mois par enfant (Macdonald et Friendly 2017).

En examinant spécifiquement les régions rurales du Nord de l'Ontario, on a constaté que les frais mensuels médians pour un nourrisson seraient de 868 \$ alors que les tout-petits et les enfants d'âge préscolaire avaient des frais mensuels médians de 825 \$. Chaque année, ce serait 10 416 \$ pour les nourrissons et 9 900 \$ pour les tout-petits et les enfants d'âge préscolaire (ibid 2017). Heureusement, il existe des outils pour les familles qui peuvent aider à calculer les coûts de garde d'enfants. Par exemple, le Thunder Bay District Social Services Administration Board fournit gratuitement une «calculatrice de garde d'enfants» (Thunder Bay DSSAB nd).

Lorsqu'il s'agit de travailler, il peut y avoir des effets de ne pas être en mesure de trouver des services de garde appropriés. Dans une enquête récente de Statistique Canada, on a constaté que parmi ceux qui avaient de la difficulté à trouver des services de garde (ce qui était beaucoup moins que ceux qui n'avaient pas de difficulté), environ 9 % (1 famille sur 10) ont déclaré qu'ils devaient modifier leur horaire de travail (Statistique Canada 2019). D'autres raisons comprennent le fait de travailler moins d'heures (7 %), le report du retour au travail (6 %) et le report ou l'arrêt de la formation ou de l'éducation (2,5 %) (ibid 2019).¹¹

Dans l'ensemble, il existe des options de garde d'enfants dans le Nord-Ouest de l'Ontario, mais l'abordabilité peut être un problème et lorsqu'il s'agit de travailler, il y a des difficultés constatées.



¹¹ Les données s'adressent aux populations domestiques ayant des enfants âgés de 0 à 5 ans.

Transport: Aller du point A au point B

Selon l'OCWI (2017), l'un des principaux défis auxquels sont confrontés les demandeurs d'emploi, entre autres facteurs, est le transport – que ce soit en termes de distance, de coût et/ou de disponibilité. Pour ce qui est de la distance, ce n'est un secret pour personne que le Nord de l'Ontario est énorme, surtout dans le Nord-Ouest de l'Ontario, mais les gens roulent-ils sur de longues distances pour se rendre au travail?

Selon Statistique Canada, la plupart des gens des trois districts ont tendance à conduire seuls et il leur faut moins de 15 minutes pour se rendre au travail. En outre, en termes de distance, la plupart des gens ont tendance à conduire entre zéro et 10 kilomètres pour travailler et une fois de plus, la conduite seule est le mode de transport le plus populaire. Les transports en commun étaient très faibles dans les deux cas et, sans surprise, le transport actif (par exemple le vélo) était plus élevé dans les cas où le travail se trouvait entre zéro et cinq kilomètres de chez eux (Statistique Canada 2016b; 2016c). Sur cette base, la plupart des gens ont tendance à travailler près de chez eux et, par conséquent, les longues distances entre les communautés peuvent ne pas être autant d'un problème ici.

En termes de coût, cela peut dépendre. Selon Noga (2020), lorsqu'on examine divers types de coûts de transport (gaz, assurance, etc.) dans les cinq grandes villes du Nord de l'Ontario¹², les collectivités du Nord ont tendance à avoir des coûts d'essence beaucoup plus élevés que dans le Sud de l'Ontario.¹³ Par exemple, les

coûts annuels du carburant ont été estimés à 1 262\$ à Timmins – Thunder Bay était en deuxième position avec 1 227 \$. Cependant, les autocollants de plaque d'immatriculation, les primes d'assurance annuelles et le prix d'un laissez-passer mensuel d'autobus étaient tous inférieurs à ceux des autres villes au Sud de l'étude. En combinant le gaz avec ces trois autres coûts, les coûts annuels totaux étaient légèrement inférieurs à ceux du Sud de l'Ontario. Bien sûr, il y a des articles non inclus tels que l'entretien ou l'achat de sa voiture (Noga 2020).

En termes de disponibilité, cela peut ressembler différemment à différentes personnes. Par exemple, Esses et Carter (2019) ont constaté que pour les immigrants, les jeunes et les professionnels, le manque d'infrastructures de transport en commun a eu une incidence négative sur leur maintien en poste dans les petites régions rurales. En d'autres termes, ils ne vivront pas et ne travailleront pas dans les collectivités pendant de plus longues périodes. De plus, pour les immigrants, l'obtention d'un prêt pour l'achat d'un véhicule peut être difficile pour ceux qui n'ont pas d'antécédents bancaires au Canada (ibid 2019). Étant donné que «les petites communautés et les communautés rurales ont une culture dominée par l'automobile», des scénarios comme celui-ci peuvent poser des problèmes (Bonin 2015).

Dans l'ensemble, nous considérons que le transport comme un obstacle à l'obtention et au maintien d'emplois peut dépendre du groupe ainsi que du transport disponible. La distance ne semble pas être un facteur important lors du déplacement au travail. De plus, bien que les coûts totaux soient inférieurs, cela ne signifie pas que tous les groupes ont le même accès à certains modes de transport en raison des coûts.



¹² Thunder Bay, Sudbury, Timmins, North Bay et Saull Ste Marie.

¹³ Les villes du Sud sélectionnées dans l'étude étaient Toronto, Ottawa, Barrie, London et Niagara Falls.

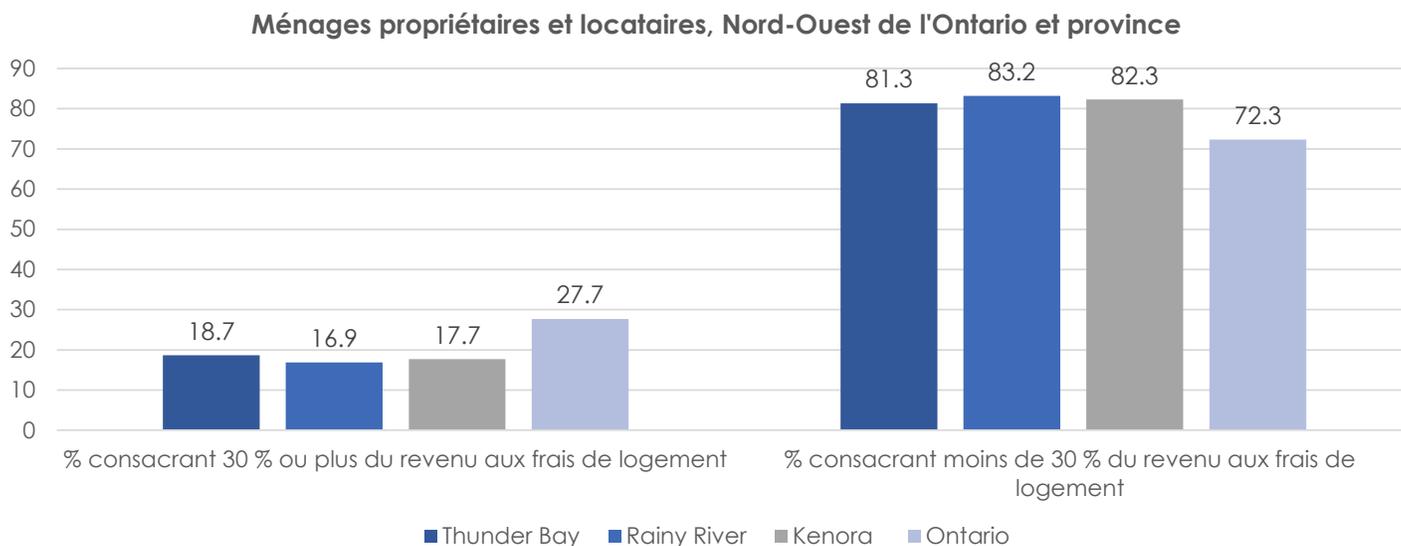
Logement

En plus des transports, le logement a également été noté comme un besoin parmi les demandeurs d'emploi. Bien qu'il ne soit pas le seul facteur déterminant la réussite de l'emploi, il est l'un des piliers fondamentaux (Thomas 2017). Par exemple, bien que le logement n'entraîne pas nécessairement un revenu plus élevé, le logement abordable est un «élément essentiel des stratégies» qui facilitent la transition d'un revenu plus faible à un revenu plus élevé. En particulier, si les individus ont besoin d'un «environnement sûr et favorable pour encourager les transitions» (ibid 2017). En outre, l'emplacement de l'endroit où l'on vit peut également avoir un impact sur le développement de son capital humain (ibid 2017).

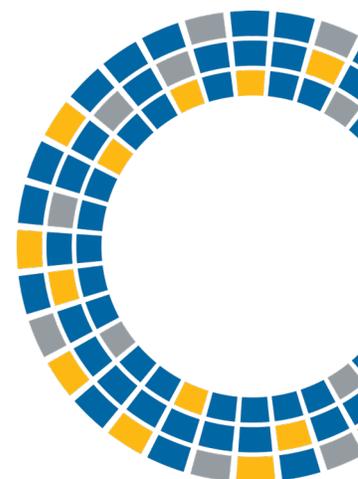
Compte tenu de ce qui précède, quelle est la situation dans le Nord de l'Ontario ?

En ce qui concerne l'abordabilité, le Nord de l'Ontario se classe très bien, tant en ce qui concerne la location que l'accèsion à la propriété (Bevilacqua, à paraître). Par exemple, si l'on examine le prix médian des maisons dans les 11 districts du Nord, tous sont inférieurs à la moyenne provinciale de 349 900 \$ (ibid). Par rapport au Nord-Est, Kenora, Rainy River et Thunder Bay se sont vantés d'avoir des prix médians des maisons plus bas (ibid). De plus, le pourcentage de ménages propriétaires et locataires qui consacrent plus de 30% de leur revenu aux coûts du logement¹⁴ était considérablement inférieur à celui de ceux qui consacrent moins de 30% de leur revenu (figure 16). Toutefois, lorsqu'on sépare les deux groupes, il y a une différence significative (figure 17).

Figure 16 : Ménages propriétaires et locataires dépensent plus ou moins de 30% du revenu en frais de logement, 2016

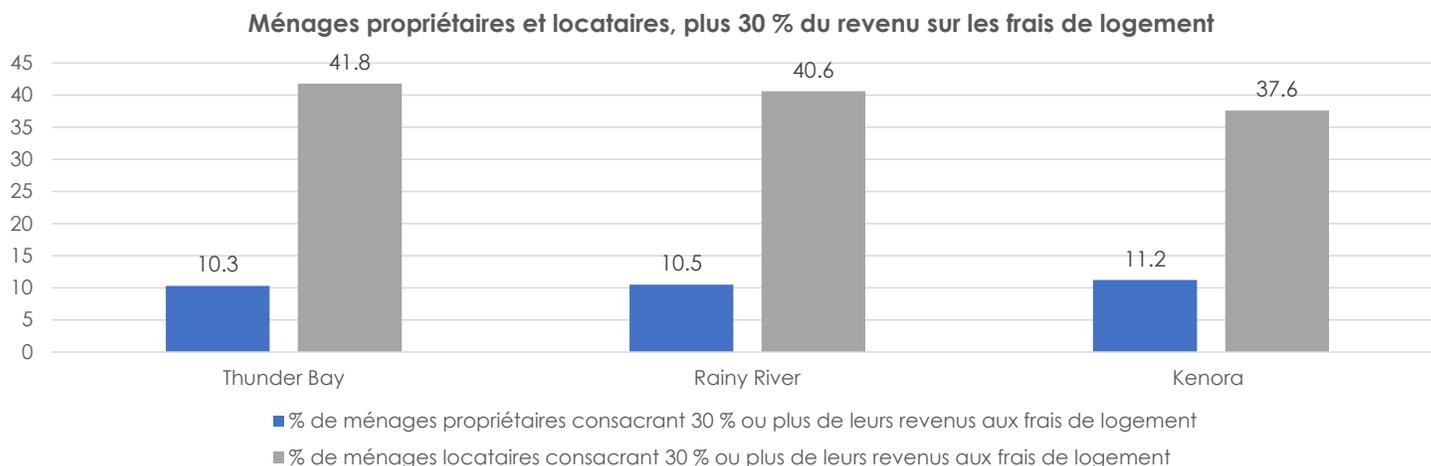


Source : Statistique Canada, Profils du recensement de 2016. Remarque: n'inclus pas les fermes et les habitations dans les réserves.



¹⁴ Selon Statistique Canada, les « coûts d'hébergement » pour les ménages propriétaires peuvent inclure les impôts fonciers, les paiements hypothécaires, les frais de condo, les services publics et d'autres services municipaux. Pour les locataires, il peut s'agir de services publics et d'autres services municipaux (Statistique Canada 2019b).

Figure 17: Pourcentage de propriétaires et de ménages locataires qui dépensent plus de 30% du revenu en frais d'hébergement



Source : Statistique Canada, Profils du recensement de 2016. Remarque: n'inclus pas les fermes et les habitations dans les réserves.

En effet, si le Nord dans son ensemble est abordable, cela dépend du groupe. M. Suttor (2012) ajoute que pour les ménages locatifs, les coûts peuvent être particulièrement élevés pour les ménages à faible revenu et ceux qui ont de l'aide sociale.

Maintenant, en termes d'approvisionnement, cela peut aussi dépendre. Selon Suttor (2012), la disponibilité d'immeubles locatifs privés est faible en dehors du Big 5 (ibid 2012). Bien que cela signifie que l'offre est faible dans d'autres collectivités, nous pouvons tout de même examiner les taux d'inoccupation dans les grands centres du Nord de l'Ontario. Le taux d'inoccupation désigne «le pourcentage de toutes les unités disponibles dans un établissement locatif... vacant ou inoccupé à un moment donné» (Chen 2019).

Étant donné que les données ne sont disponibles qu'au niveau de l'AMC/CA, cela limite notre capacité de voir les taux d'inoccupation dans les petites collectivités comme Fort Frances ou Dryden. À ce titre, la figure ci-dessous montre les taux d'inoccupation de Thunder Bay et de Kenora par rapport à cinq villes du Nord qui se classent au niveau de l'AMC/CA. Sur cette base, nous constatons que les taux d'inoccupation du Nord de l'Ontario sont supérieurs à ceux de l'Ontario et demeurent relativement stables, à l'exception d'Elliot Lake. Pour le Nord-Ouest de l'Ontario, Thunder Bay et Kenora sont assez au milieu de la meute.

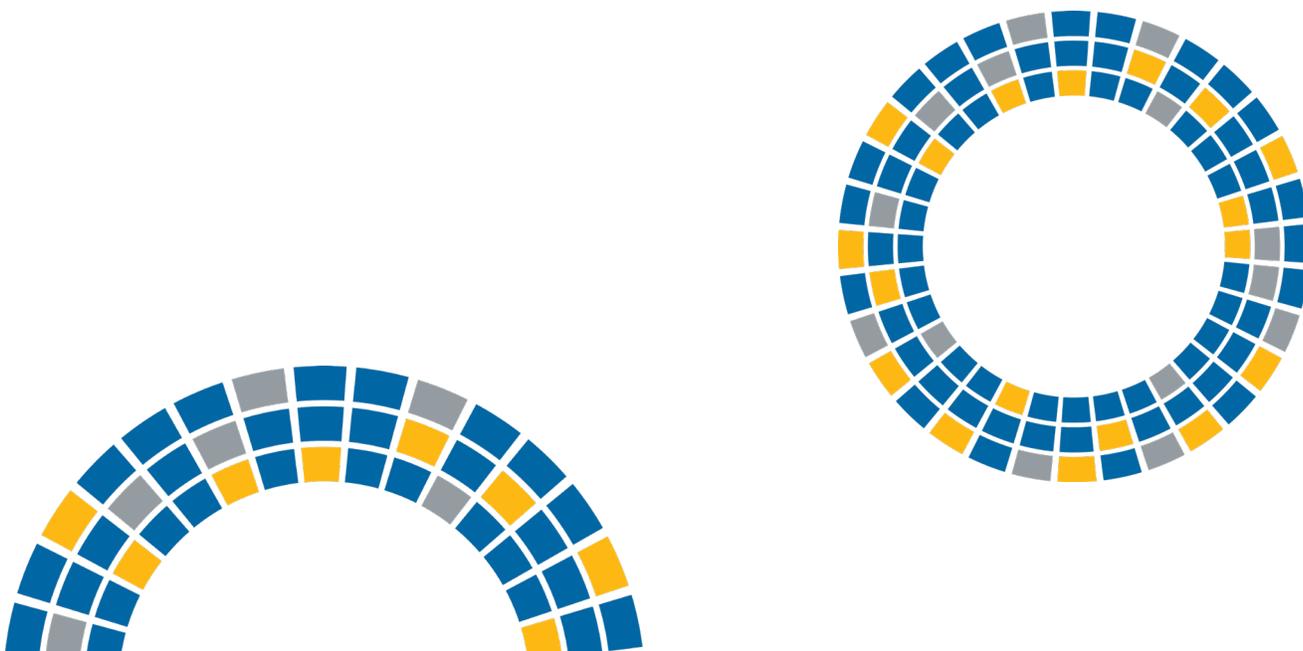
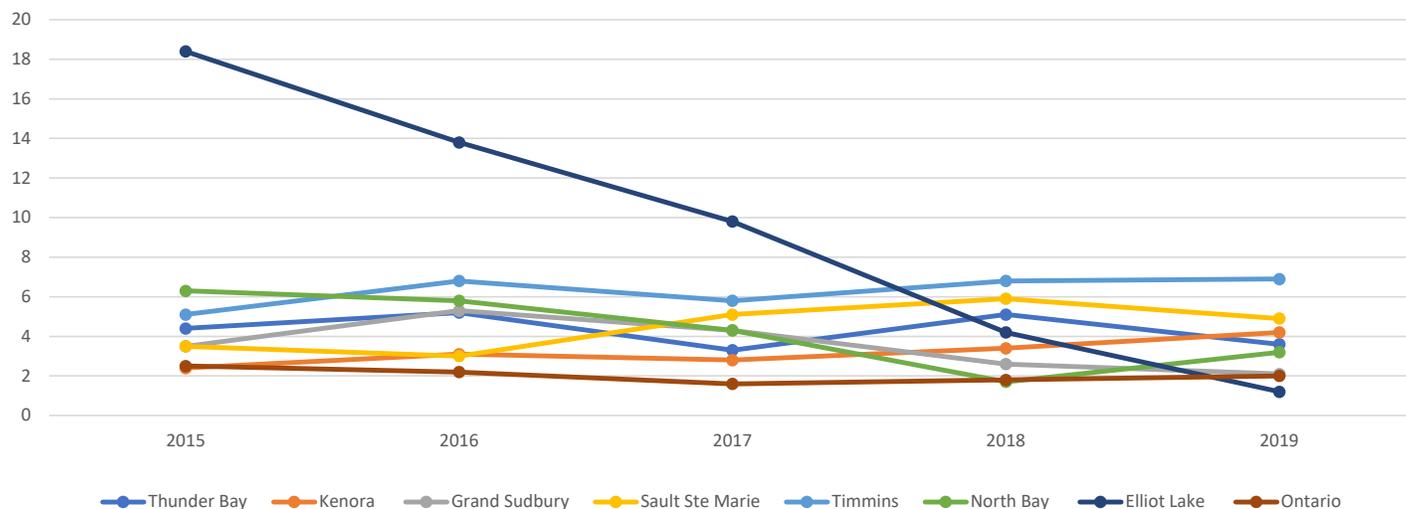


Figure 18 : Taux de location de postes vacants, 2015-2019

Taux de vacance, Nord de l'Ontario Octobre 2015-2019



Source : Société canadienne d'hypothèques et de logement, « Résumé des statistiques du marché locatif par régions métropolitaines, agglomérations et villes du recensement ».

Lorsqu'on compare ces sept collectivités à celles de l'Ontario, cinq collectivités du Nord de l'Ontario sont près du sommet de la liste en ce qui a trait aux taux élevés d'inoccupation – Timmins étant le deuxième rang (SCHL nd).

Maintenant, il y a d'autres facteurs qui pourraient affecter l'offre de logements du Nord de l'Ontario. La première est que les locateurs s'intéressent de moins en moins à fournir des logements locatifs aux personnes et aux familles à faible revenu en plus des ententes de supplément de loyer. Deuxièmement, les villes-ressources qui font l'expérience d'un groupe de travailleurs qui viennent travailler finissent par réduire et augmenter le coût du loyer (Sutor 2012). Enfin, l'entretien et la construction pourraient jouer un rôle. Parmi l'offre de logements dans le Nord de l'Ontario, toutes les divisions de recensement se classent au-dessus de la moyenne ontarienne lorsqu'il s'agit de logements qui ont besoin de réparations majeures (Noga 2018). Par des réparations majeures, cela peut inclure «plomberie défectueuse ou câblage électrique ... et des réparations structurelles aux murs, aux planchers ou aux plafonds» (ibid 2018). Noga (2018) poursuit en disant que cette insuffisance de logement a des liens avec des problèmes mentaux et physiques. Bien que l'offre actuelle vieillisse et qu'elle ait besoin d'être réparée, la saison de construction dans le Nord de l'Ontario est également plus courte et plus coûteuse que les régions plus urbaines de la province (Ontario 2019e).

Dans l'ensemble, nous constatons que même si l'abordabilité du logement n'est peut-être pas un problème au niveau global, il y a encore des groupes qui sont confrontés à des problèmes d'abordabilité plus importants. En termes d'approvisionnement, tandis que les options de grands centres sont disponibles, ce n'est peut-être pas le cas avec les petites villes. De plus, plusieurs tendances influent sur l'offre de logements.



Autres facteurs

Maintenant, l'analyse ci-dessus a montré que les soutiens au niveau du système tels que la garde d'enfants, le transport et le logement ont une relation avec l'emploi, mais le degré de disponibilité, d'accessibilité, de coût, etc. des mesures de soutien peuvent varier. Mais s'agit-il des seuls facteurs qui peuvent affecter une personne obtenant et conservant un emploi ?

Selon l'OCWI (2017), il existe quatre catégories de besoins en demandeurs d'emploi, telles qu'identifiées par les prestataires de services. Vous trouverez ci-dessous les catégories comportant quelques exemples inclus à la fois dans l'OCWI et d'autres éléments identifiés dans la littérature (OCWI 2017; Ference & Company 2016; Effect WindsorEssex 2016; Fondation Metcalf 2019). Comme nous pouvons le voir, la logistique n'est qu'une partie du gâteau pour les demandeurs d'emploi.

- Capital humain : la littératie numérique, des compétences qui s'alignent sur les créations d'emplois actuelles
- Personnel : Soutien à la santé mentale, approches et programmes adaptés à la culture et compétents, services d'établissement avant l'arrivée, compétences linguistiques
- Logistique : Transport, logement, garde d'enfants, accès Internet
- Accès au marché du travail : perceptions des employeurs, difficulté à reconnaître les titres de compétences étrangers, manque d'expérience de travail (p. ex., diplômés)

Compte tenu de ce qui précède, une chose est claire: les soutiens enveloppants sont nécessaires, car les individus peuvent non seulement être confrontés à une seule barrière, mais plutôt multiples. Et pas seulement pour ceux qui cherchent un emploi, mais aussi pendant l'emploi tel quel (Fondation Metcalf et al 2019). Malheureusement, toutefois, le système de main-d'œuvre de l'Ontario comporte des lacunes sur plusieurs fronts, y compris celui des services d'enveloppement adéquats (ibid 2019). L'une des façons d'envisager d'aller de l'avant dans un modèle de gestionnaire de système de services est le rôle que jouent les employeurs en matière de maintien en poste – en augmentant leur sensibilisation en plus de soutenir leurs capacités de travailler avec des personnes multiobstacles. De plus, la flexibilité de la prestation des services est encouragée pour les clients qui sont conscients et ne connaissent pas les services qui leur sont offerts (ibid 2019).

En plus de ce qui précède, il y a trois autres variables qui sont en jeu. La première est la sensibilisation aux possibilités d'emploi. Selon les enquêtes EmployerOne

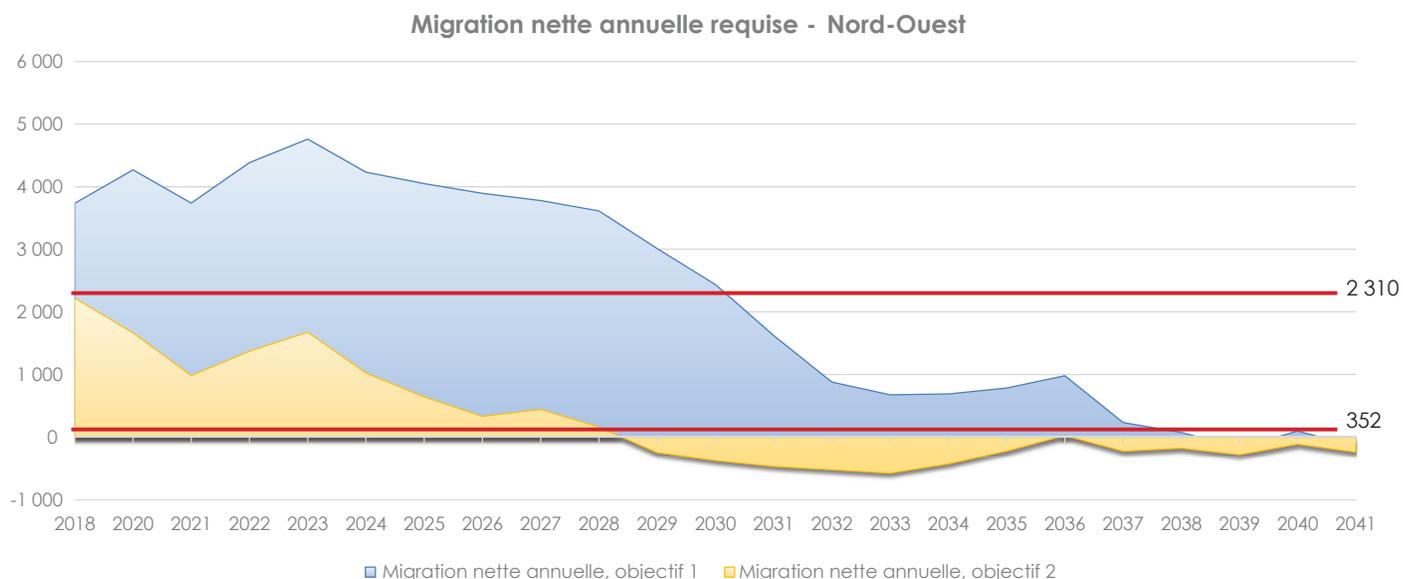
menées par les conseils d'urbanisme du marché du travail du Nord-Ouest de l'Ontario, le bouche-à-oreille et d'autres méthodes de recrutement informelles ont été couramment utilisés par les employeurs (NTAB 2017; NSWPB 2018). Par conséquent, les possibilités d'emploi disponibles ne sont pas toujours communiquées au bassin de talents admissibles.

Deuxièmement, il peut y avoir un problème de disponibilité des talents lorsqu'il s'agit de placer et de retenir les gens au travail. Pour ce qui est du conseil d'administration de Thunder Bay, 54 % des employeurs ont déclaré que les demandeurs n'avaient pas les qualifications appropriées (NSWPB 2018). Pour les régions de Kenora et de Rainy River, 67 % des employeurs n'avaient pas les compétences requises (NTAB 2017). À ce titre, il est essentiel de mettre l'accent sur le lien entre l'éducation et le marché du travail pour s'assurer que les étudiants sont bien préparés avec les compétences appropriées. De plus, l'accent mis sur les titres de compétences postsecondaires deviendra de plus en plus important sur le marché du travail futur. Selon Moazzami (2019), d'ici 2031, 80 % des nouveaux emplois nécessiteront des études postsecondaires. Les talents continueront donc d'être un problème pour le marché du travail – il est essentiel de s'assurer que les voies pour les individus sont appropriées.

Et, bien sûr, l'offre de main-d'œuvre en général est liée à cela. Comme nous l'avons déjà dit, les trois districts du Nord-Ouest de l'Ontario connaissent un vieillissement de la population et des travailleurs qui prennent leur retraite de la population active. De plus, de 2001 à 2015, le Nord-Ouest de l'Ontario a connu de faibles niveaux d'immigration ainsi que des migrations interprovinciales (Moazzami 2019). Ce n'est qu'en 2016-2017 qu'il y a eu une augmentation de la migration interprovinciale nette vers le Nord-Ouest de l'Ontario (ibid 2019). Néanmoins, les projections montrent que si des améliorations majeures ne se produisent pas, le rapport entre les personnes dépendantes et les personnes en âge de travailler (c'est-à-dire le ratio de dépendance démographique ou RDD) augmentera, ce qui peut avoir des effets négatifs sur la durabilité des économies (Zefi 2018). D'ici 2036, le RDD des trois districts passera à 0,78 (Thunder Bay), 0,90 (Rainy River) et 0,72 (Kenora). En général, les économies et les communautés durables se situent entre 0,5 et 0,75 (ibid 2018).

Maintenant, pour que le Nord-Ouest de l'Ontario maintienne son RDD actuel, nous aurons besoin de 2 310 immigrants par année, mais si nous voulons maintenir notre taux de croissance du RDD avec la province, nous aurons besoin de 352 immigrants par année (Cirtwill 2018). Ces calculs supposent le plein emploi de la population autochtone. À ce titre, même si notre main-d'œuvre nationale est incluse, nous aurons toujours des lacunes dans l'offre de main-d'œuvre, ce qui peut avoir une incidence sur la création d'emplois.

Figure 19: Cibles de RDD pour le Nord-Ouest de l'Ontario



Source : Cirtwill, 2018. Calculs de l'auteur basés sur les projections démographiques du ministère des Finances de l'Ontario – printemps 2018. Les projections originales de RDD élaborées en collaboration avec le North Superior Workforce Planning Board, le Conseil local de planification de l'emploi de la région de Thunder Bay. Note: Cible 1 – maintenir le RDD actuel, cible 2 – tomber à la moyenne provinciale RDD

Bien sûr, en plus de prévoir les écarts et les besoins futurs en matière de population, nous devons aussi réfléchir à la nature du marché du travail futur en termes d'emplois disponibles. Selon M. Ross (2020), plusieurs professions devraient connaître une croissance future et/ou des taux de retraite plus élevés entre 2016 et 2026. Voici quelques exemples de l'étude sur la ville de Thunder Bay.

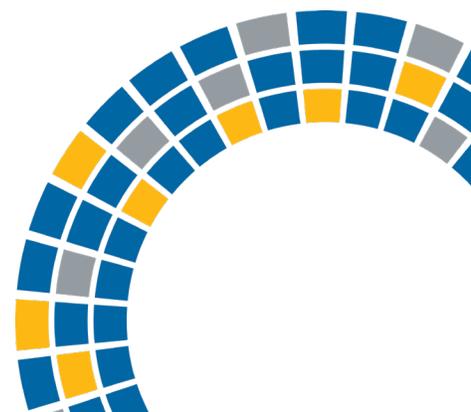
- Optométristes, chiropraticiens et autres professionnels du diagnostic et du traitement de la santé ;
- Les gestionnaires du commerce de détail et en gros ;
- Plumbers, pipefitters, and gas fitters ;
- Plombiers, tuyauteurs et installateurs de gaz ;
- Pharmaciens, diététistes et nutritionnistes.

À partir de ces projections, il est important de comprendre que certains emplois n'ont peut-être pas autant de demandes que d'autres. Une fois de plus, il est essentiel d'assurer le lien entre l'éducation et les besoins du marché du travail.

Conclusion

Dans l'ensemble, à partir de cette section, nous pouvons voir qu'il existe de multiples facteurs qui peuvent influencer une personne qui obtient ou conserve un emploi. En tant que tels, les supports enveloppants sont essentiels. De plus, le Nord-Ouest de l'Ontario est confronté à un problème d'offre de main-d'œuvre en raison du vieillissement de la population et des niveaux de migration. Cela peut certainement influencer la capacité d'un employeur à trouver des candidats pour un emploi.

En ce qui concerne la garde d'enfants, le transport et le logement, les deux derniers semblent avoir plus d'écarts par rapport aux services de garde disponibles. De plus, la garde d'enfants comme obstacle à l'emploi n'a été considérée que comme un problème pour une petite partie de la population canadienne.



Remarques finales: Où aller à partir d'ici?

Comme nous le savons, le changement est à venir. Par conséquent, nous devons être proactifs et complets en réponse. La première étape a été les premières consultations communautaires dans le Nord-Ouest de l'Ontario. La deuxième étape est ce livre blanc. La troisième étape consiste à utiliser cette information pour approfondir ce qui est réalisable et approprié pour le Nord-Ouest de l'Ontario afin de s'assurer qu'un modèle de gestionnaire de système de services fonctionne pour nous.

Tout au long du présent livre blanc, de multiples énoncés ont été évalués en fonction de leur validité et de leur degré d'étendue. Voici un récapitulatif des résultats :

- Il reste encore beaucoup de travail à faire sur les fronts de l'infrastructure des TIC et de la littératie numérique. Le Nord-Ouest de l'Ontario devrait envisager de maximiser les actifs courants pour aider à l'emploi et à la prestation de services de formation.
- En plus de la distance et du climat, il y a d'autres facteurs qui peuvent avoir une influence sur le coût et la fiabilité de la prestation des services. De plus, tous les clients ne vivent pas en milieu urbain et lorsqu'ils calculent les coûts ou déterminent la fiabilité de la prestation des services, il est essentiel de se briser des préjugés urbains afin que les lieux ruraux ne soient pas frappés de solutions centrées sur les villes.
- Il y a beaucoup de diversité dans le Nord-Ouest de l'Ontario, mais il y a aussi beaucoup de similitudes. Toutefois, d'autres renseignements doivent être utilisés sur les clients afin que les données les plus à jour soient utilisées pour les discussions sur le modèle du gestionnaire des systèmes de service.
- Placer et conserver des personnes dans des emplois ne dépend pas uniquement de l'offre de soutiens du système tels que la garde d'enfants, le transport et le logement. De plus, les mesures de soutien à ces transports et au logement semblent avoir plus d'écart que les services de garde d'enfants dans le Nord-Ouest de l'Ontario.



En plus de ces faits saillants, il y a plusieurs mesures recommandées que le Nord-Ouest de l'Ontario devrait prendre lorsqu'il s'agit de discuter de ce à quoi pourrait ressembler un modèle de gestionnaire de système de services ici.

1. À l'aide de l'information contenue dans le présent Livre blanc, ainsi que des discussions communautaires, une analyse approfondie des modèles de gestion de l'emploi et de la formation devrait être effectuée.
2. Recueillir par l'entremise d'un sondage auprès des clients ou par l'entremise de fournisseurs actuels de services d'emploi et de formation, des renseignements à jour et détaillés sur les clients afin d'éclairer correctement les discussions au sujet d'un futur modèle de gestionnaire de système de services pour le Nord-Ouest. Les données publiques disponibles datent de 2015/16. De plus, dans des domaines comme la littératie numérique, il n'y avait pas beaucoup d'information et de données sur le Nord-Ouest ou le Nord de l'Ontario dans son ensemble, d'ailleurs.
3. Demandez aux fournisseurs de services d'emploi et de formation quels sont leurs actifs actuels et s'ils s'associent à d'autres organismes communautaires. Il est important de se faire une idée de la façon dont les services sont offerts dans la région et s'il y a des moyens de maximiser ces ressources.
4. D'ailleurs, nous devons nous demander: que pouvons-nous faire à court et à moyen terme avec nos actifs et nos structures actuels ? Quels sont les éléments qui sont hors de notre contrôle et comment pouvons-nous être flexibles à ces réalités (p. ex., les fermetures de routes en raison des conditions météorologiques) ? Que ces questions soient posées au plus grand groupe d'acteurs clés identifiés et aux participants aux consultations passées, ou à un petit groupe d'acteurs clés.
5. Profitez des discussions Nord-Est au sujet du modèle de gestionnaire de système de services. Bien qu'il y ait des différences évidentes, il y a aussi des points communs. Nous ne pouvons pas tout savoir et la recherche de pratiques qui peuvent être appliquées ici peut être bénéfique.
6. Passez en revue les principaux acteurs qui ont été identifiés dans la discussion de Sioux Lookout et discutez de qui exactement doit être engagé et comment – quel est leur rôle, maintenant et à l'avenir ?
7. Dans la mesure du possible, connectez-vous à une ou plusieurs des régions prototypes pour avoir une idée de la façon dont elles naviguent dans le nouveau système. Qu'il s'agisse du Conseil supérieur de planification de la main-d'œuvre du Nord comme principal point de contact ou d'une autre organisation.



Ouvrages cités

Ahmed, Weseem. 2019. « Mesurer la fracture urbaine rurale de l'Ontario ». Ontario 360: Toronto. Disponible en ligne à <https://on360.ca/policy-papers/measuring-ontarios-urban-rural-divide/>.

Beaton, B., Burnard, T., Linden, A. & O'Donnell, S. (2015). Keewaytinook mobile: Un service de téléphonie mobile appartenant à une communauté autochtone dans le Nord du Canada. Dans L. Dyson, S. Grant & M. Hendriks (éd.), *Indigenous People and Mobile Technologies*, Routledge, Sydney, Australie, 109-124.

Bonin, Julien. « Les transports en commun ne sont pas seulement une préoccupation urbaine. » Northern Policy Institute. Publié le 20 janvier 2015. Disponible en ligne à https://www.northernpolicy.ca/article/public-transportation-not-just-an-urban-concern-293.asp#_edn4.

Canada. 2014. Rapport d'enquête par satellite. Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes. Disponible en ligne à <https://crtc.gc.ca/eng/publications/reports/rp150409/rp150409.pdf>.

Canada. 2019. « Ce que vous devez savoir sur les vitesses Internet. » Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes. Disponible en ligne à <https://crtc.gc.ca/eng/internet/performance.htm>.

Canada. 2019b. « Fonds à large bande: cartes des zones pour améliorer l'accès à large bande ». Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes. Disponible en ligne à <https://crtc.gc.ca/eng/internet/band.htm>.

Canada. 2020. Rapport de suivi des communications 2019. Commission de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes: Ottawa. Disponible en ligne à <https://crtc.gc.ca/pubs/cm2019-en.pdf>.

Société canadienne d'hypothèques et de logement. Nd « Ontario – Statistiques du marché locatif Sommaire par régions métropolitaines, agglomérations et villes de recensement ». Disponible en ligne à <https://www03.cmhc-schl.gc.ca/hmip-pimh/en/TableMapChart/Table?TableId=2.1.31.2&GeographyId=35&GeographyTypeId=2&DisplayAs=Table&GeographyName=Ontario>.

Cartovista et CRTC. 2018. « Cartes fixes d'accès à Internet et de transport ». https://crtc.gc.ca/cartovista/fixedbroadbandandtransport_en/.

Chen, James. 2019. « Taux d'inoccupation ». Investopedia. Mis à jour le 21 juin 2019. Disponible en ligne à <https://www.investopedia.com/terms/v/vacancy-rate.asp>.

Acei. Nd « L'écart entre nous: Perspectives sur la construction d'un Canada en ligne meilleur. » Disponible en ligne à <https://www.cira.ca/resources/state-internet/report/gap-between-us-perspectives-building-a-better-online-canada>

Cirtwill, Charles. 2018. « État des régions Nordiques de l'Ontario ». Présentation donnée à North Bay, Ontario. Disponible en ligne à <https://www.northernpolicy.ca/upload/documents/presentations/2018/presentation-2018-sotn-2018-09-24.pdf>.

Contactez North. « À propos de nous. » <https://contactnorth.ca/about-us>.

Cartes de couverture (diverses). Rogers; TBaytel; Fido; Telus; Bell; Koodo.

Dessanti, Claudia. 2020. « Le projet She-Coverly. Faire face aux répercussions économiques sexospécifiques du COVID-19 en Ontario. Chambre de commerce de l'Ontario: Toronto. Disponible en ligne à <https://occ.ca/wp-content/uploads/OCC-shecovery-final.pdf>.

District de Thunder Bay Social Services Administration Board. « Subvention pour frais de garde d'enfants ». Disponible en ligne à <https://www.tbdssab.ca/child-care-services/child-care-fee-subsidy/>.

- Eidelman, Gabriel, Tomas Hachard et Enid Slack. 2020. « In It Together: Clarifying Provincial-Municipal Responsibilities in Ontario ». Ontario 360: Toronto. Disponible en ligne à https://on360.ca/wp-content/uploads/2020/01/In-It-Together-Clarifying-Provincial-Municipal-Responsibilities-in-Ontario_5FINAL.pdf.
- Esses, Victoria et Charlie Carter. 2019. Au-delà de la grande ville: comment les petites collectivités partout au Canada peuvent attirer et retenir les nouveaux arrivants. Forum sur les politiques publiques: Ottawa. Disponible en ligne à <https://ppforum.ca/wp-content/uploads/2019/07/BeyondTheBigCity-PPF-July2019-EN-1.pdf>.
- Fédération canadienne des municipalités. Nd « Integrating Climate Considerations: Service delivery planning ». Disponible en ligne à <https://fcm.ca/en/resources/mcip/integrating-climate-considerations-service-delivery-planning>.
- Ference & Company. 2016. Évaluation du Programme pour l'emploi de la Colombie-Britannique (EPBC). Préparé pour le Ministère du Développement social et de l'innovation sociale. Disponible en ligne à <https://www2.gov.bc.ca/assets/gov/british-columbians-our-governments/organizational-structure/ministries-organizations/social-development-poverty-reduction/epbc-evaluation-201603.pdf>
- Hadziristic, Thé. 2017. The State of Digital Literacy in Canada A Literature Review. Brookfield Institute: Toronto. Disponible en ligne à https://brookfieldinstitute.ca/wp-content/uploads/BrookfieldInstitute_State-of-Digital-Literacy-in-Canada_Literature_WorkingPaper.pdf
- Goss Gilroy Inc. 2007. Évaluation des services de soutien à l'emploi Rapport final. Préparé pour la Direction des services de politique, de planification et de recherche et de soutien à l'emploi du ministère des Services communautaires de la Nouvelle-Écosse. Disponible en ligne à <https://novascotia.ca/coms/departement/documents/ESS-Goss-Gilroy-Evaluation-2007.pdf>.
- Conseil des technologies de l'information et des communications. 2012. Digital Literacy: Canada's Productivity Opportunity. Disponible en ligne à https://www.ictc-ctic.ca/wp-content/uploads/2012/06/ICTC_DigitalLitWP_EN_09-10.pdf
- Keewaytinook Okimakanak Mobile. 2017. Disponible en ligne à <http://mobile.knet.ca/node/464>
- Keewaytinook Internet High School. Disponible en ligne à <http://kihs.knet.ca/about>.
- Kernaghan, Kenneth. 2011. « Innovations dans la prestation des services municipaux ». Monde municipal. Publié en décembre 2011. Disponible en ligne à <https://www.municipalworld.com/feature-story/innovations-in-municipal-service-delivery/>.
- Kvas, Maia. 2020. « From Crisis to Recovery: How COVID-19 is Impacting Businesses in Thunder Bay (Part 3) ». Northern Policy Institute: Thunder Bay. Disponible en ligne à <https://www.northernpolicy.ca/upload/documents/publications/briefing-notes/covid-business-impact-summary-august.20.001.pdf>.
- Macdonald, David et Martha Friendly. 2017. « Temps d'utilisation des frais de garde d'enfants au Canada 2017 ». Centre canadien de politiques alternatives: Ottawa. Disponible en ligne à <https://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National%20Office/2017/12/Time%20Out.pdf>.
- Melillo, Eric. 2018. Mettre la table : Insécurité alimentaire et coûts dans le Nord de l'Ontario. Institut des politiques du Nord : Thunder Bay. Disponible en ligne à <https://www.northernpolicy.ca/upload/documents/publications/commentaries-new/commentary-melillo-cof-en-19.01.18.pdf>.
- Metclaf Foundation, Toronto Region Board of Trade et Centraide Greater Toronto. 2019. Help Wanted: Modernizing Employment and Skills Training Services in Ontario. Disponible en ligne à <https://metcalffoundation.com/site/uploads/2019/06/2019-06-18-Help-Wanted-Report.pdf>.
- Moazzami, Bakhtiar. 2018. INDICATEURS D'ÉLOIGNEMENT ET FINANCEMENT DE L'ÉDUCATION DES PREMIÈRES NATIONS. Assemblée des Premières Nations: Ottawa. Disponible en ligne à https://www.afn.ca/wp-content/uploads/2018/07/Remoteness-report.Final_May7-2018.pdf
- Moazzami, Bakhtiar. 2019. Northern Projections Kenora District Human Capital Series. Northern Policy Institute. Disponible en ligne à https://www.northernpolicy.ca/upload/documents/publications/reports-new/kenora_en_20.03.12.pdf.

Moazzami, Bakhtiar. 2019b. Northern Projections Rainy River District Human Capital Series. Northern Policy Institute. Disponible en ligne à <https://www.northernpolicy.ca/upload/documents/publications/reports-new/rainy-river-19.12.17--1-.pdf>.

Moazzami, Bakhtiar. 2019c. Northern Projections Thunder Bay District Human Capital Series. Northern Policy Institute. Disponible en ligne à <https://www.northernpolicy.ca/upload/documents/publications/reports-new/thunder-bay-19.12.17.pdf>.

Noga, Anthony. 2020. A Tale of Ten Cities: Comparing Key Costs for a Family of Four in Urban Areas of Northern and Southern Ontario. Northern Policy Institute: Thunder Bay. Disponible en ligne à https://www.northernpolicy.ca/upload/documents/publications/commentaries-new/noga_ataleoftencities_20.03.18_final.pdf.

Forum des ministres du Développement du Nord. 2019. Croissance de l'économie numérique dans les collectivités rurales et éloignées du Nord. https://www.gov.nl.ca/ola/wp-content/uploads/NDMF-2019_Priority-Project_Growing-Digital-Economy_January-2019.pdf.

North Superior Workforce Planning Board. 2018. Consultations avec les employeurs dans le district de Thunder Bay. Disponible en ligne à https://www.nswpb.ca/application/files/8215/4160/4959/EmployerOne_Consultations_Report_-FINAL.pdf.

Conseil de formation et d'adaptation du Nord-Ouest. 2017. Rapport final des districts de Kenora et Rainy River. Disponible en ligne à <https://www.ntab.on.ca/reports-publications/our-publications/>

OCDE (2018), Création d'emplois et développement économique local 2018: Préparation à l'avenir du travail, Édition OCDE, Paris. <https://doi.org/10.1787/9789264305342-en>

Ontario. Projet de stratégie de transport multimodal du Nord de l'Ontario 2017. ministère des Transports et ministère du Développement du Nord et des Mines. Disponible en ligne à <https://northernontariommts.files.wordpress.com/2017/07/draft-northern-ontario-multimodal-transportation-strategy1.pdf>

Ontario. 2017. Ministère du Travail, de la Formation et du Développement des Compétences. « Programme des services d'emploi Résultats des clients par division du recensement pour l'exercice 1516. » Publié en octobre 2017. Disponible en ligne à https://www.eo-geohub.com/datasets/21a6459d6a554f659b7b8ba8dfaeb20d_0?geometry=-124.037%2C38.920%2C-45.462%2C58.787.

Ontario. Bureau du vérificateur général de l'Ontario. Rapport annuel 2016 (volume 1 de 2). [Toronto], 2016. http://www.auditor.on.ca/en/content/annualreports/arreports/en16/2016AR_v1_en_web.pdf.

Ontario. Bureau du vérificateur général de l'Ontario. Rapport annuel 2018 (volume 1 de 2). [Toronto], 2018. http://www.auditor.on.ca/en/content/annualreports/arreports/en18/2018AR_v1_en_web.pdf

Ontario. 2019. « Transformer les services d'emplois de l'Ontario ». Disponible en ligne à <https://news.ontario.ca/maesd/en/2019/02/transforming-ontarios-employment-services.html>.

Ontario. 2019b. Ministère de la Formation, des Collèges et des Universités. « CALL » pour la transformation des services d'emplois des gestionnaires de systèmes de services de service. Appel d'offres CFP # 11855. Disponible en ligne à <http://www.tcu.gov.on.ca/eng/eopg/publications/cm-est-call-for-proposal-cfp-en.pdf>

Ontario. 2019c. « Up to Speed: Ontario's Broadband and Cellular Action Plan ». Ministère de l'Infrastructure. Disponible en ligne à https://www.ontario.ca/page/speed-ontarios-broadband-and-cellular-action-plan?_ga=2.150332854.144811851.1581911593-105151650.1534771999.

Ontario. 2019d. Ministère du Travail, de la Formation et du Développement des compétences. « Service de l'emploi. » Mise à jour novembre 2019. Disponible en ligne à https://www.eo-geohub.com/datasets/a8f3dfa1b38c4e91bade7b3186e8bbf5_0.

Ontario 2019e. Ministère des Affaires municipales et du Logement. « Plus de maisons, plus de choix: le Plan d'action pour l'approvisionnement en logement de l'Ontario. » Publié en mai 2019. Disponible en ligne à <https://files.ontario.ca/mmah-housing-supply-action-plan-21may2019.pdf>.

Centre ontarien pour l'innovation en main-d'œuvre. 2017. « Conversations avec les fournisseurs de services d'Emploi Ontario ». Disponible en ligne à <https://ocwi-coie.ca/wp-content/uploads/2018/06/OCWI-ServiceProviderReport2017-ENG-Web.pdf>

Organisation pour la Société et le Développement économiques. 2006. « Fracture numérique ». Disponible en ligne à <https://stats.oecd.org/glossary/detail.asp?ID=4719>

Organisation pour la Société et le Développement économiques. 2008. « Prestation de services novateurs pour relever les défis des régions rurales ». Disponible en ligne à <https://www.oecd.org/regional/regional-policy/Innovative-Service-Delivery.pdf>.

Organisation pour la Société et le Développement économiques. Nd « Enquête sur les compétences des adultes (PIAAC): Sélection complète des indicateurs. » Disponible en ligne à <https://www.oecd.org/skills/piaac/>.

Organisation pour la Société et le Développement économiques. Nd-2. « Prestation de services dans les zones rurales ». Disponible en ligne à <http://www.oecd.org/cfe/regional-policy/service-delivery-in-rural-areas.htm>.

Unité de santé du Nord-Ouest. 2020. « Résultats régionaux du Conseil régional de santé du Nord-Ouest COVID-19 ». Disponible en ligne à <https://www.nwhu.on.ca/covid19/Pages/regional-COVID-19-results.aspx>.

Prentice, Barry. 2017. Routes d'hiver dans le Grand Nord. Northern Policy Institute. Disponible en ligne à https://www.northernpolicy.ca/upload/documents/publications/commentaries-new/prentice_winter-roads-en.pdf.

Renner, Cory. 2020. « La reprise du Canada se poursuit à un rythme plus lent. » Publié le 4 septembre 2020. Disponible en ligne à <https://www.conferenceboard.ca/insights/featured/canadian-economics/canadas-recovery-continues-at-a-slower-pace>.

Rogers. « Notre carte de couverture réseau. » <https://www.rogers.com/consumer/wireless/network-coverage-map>.

Rosairo, Sean. 2020. Déconnecté : Que se passe-t-il lorsque vous ne pouvez pas travailler à la maison pendant une pandémie ? Institut de politique du Nord : Thunder Bay. Disponible en ligne à l'adresse suivante : https://www.northernpolicy.ca/upload/documents/publications/briefing-notes/rosairo_workfromhome.20.07.08.pdf.

Ross, Alex. 2020. Évaluation des pénuries du marché du travail dans la ville de Thunder Bay. Northern Policy Institute: Thunder Bay. Disponible en ligne à https://www.northernpolicy.ca/upload/documents/publications/briefing-notes/ross-nac-thunderbay_en.20.03.23.pdf.

Shekar, Shruti. 2019. Le budget 2019 investit 1,7 milliard de dollars pour l'accès Internet haute vitesse d'ici 2030. Le 19 mars. Consulté le 19 août 2019. <https://mobilesyrup.com/2019/03/19/budget-2019-internet-rural-communities/>.

Statistique Canada. 2016. Profils de recensement.

Statistique Canada. 2016b. Recensement de la population, Catalogue de Statistique Canada no 98-400-X2016324.

Statistique Canada. 2016c. Recensement de la population, Catalogue de Statistique Canada no 98-400-X2016328.

Statistique Canada. 2017. Nord-Ouest [Région économique], Ontario et Ontario [province] (tableau). Profil du recensement. Recensement de 2016. Catalogue de Statistique Canada no 98-316-X2016001. Ottawa. Sortie le 29 novembre 2017. <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/prof/index.cfm?Lang=E> (consulté le 12 mars 2020).

Statistique Canada. 2017b. Nord-Ouest [région économique], Ontario et Hamilton--Péninsule du Niagara [Région économique], Ontario (tableau). Profil du recensement. Recensement de 2016. Catalogue de Statistique Canada no 98-316-X2016001. Ottawa. Sortie le 29 novembre 2017. <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/prof/index.cfm?Lang=E> (consulté le 12 mars 2020).

Statistique Canada. 2017c. Thunder Bay, DIS [Division du recensement], Ontario et Rainy River, DIS [Division du recensement], Ontario (tableau). Profil du recensement. Recensement de 2016. Catalogue de Statistique Canada no 98-316-X2016001. Ottawa. Sortie le 29 novembre 2017. <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/prof/index.cfm?Lang=E> (consulté le 22 mars 2020).

Statistique Canada. 2017d. Thunder Bay, DIS [Division du recensement], Ontario et Kenora, DIS [Division du recensement], Ontario (tableau). Profil du recensement. Recensement de 2016. Catalogue de Statistique Canada no 98-316-X2016001. Ottawa. Sortie le 29 novembre 2017. <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/prof/index.cfm?Lang=E> (consulté le 22 mars 2020).

Statistique Canada. 2018. « Région économique (ER) ». Disponible en ligne à <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/92-195-x/2011001/geo/er-re/er-re-eng.htm>

Statistique Canada. 2018b. « Zone métropolitaine de recensement (CMA) et agglomération de recensement (CA) ». Disponible en ligne à <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/92-195-x/2011001/geo/cma-rmr/cma-rmr-eng.htm>

Statistique Canada. 2018c. « Zones métropolitaines de recensement influencées: Définition détaillée. » Disponible en ligne à <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/92-195-x/2011001/other-autre/miz-zim/def-eng.htm>.

Statistique Canada. 2019. « Enquête sur les arrangements en matière d'apprentissage et de garde d'enfants, 2019 ». Disponible en ligne à <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/190410/dq190410a-eng.htm>.

Statistique Canada. Recensement de la population 2019b. 2016, Catalogue de Statistique Canada no 98-400-X2016228.

Suttor, Greg. 2012. Aller de l'avant en matière de logement abordable et d'itinérance dans le Nord de l'Ontario. Association des fournisseurs de services du Nord de l'Ontario et Société des services de logement. Disponible en ligne à file:///C:/Users/rbeals/Downloads/28-Moving_Forward_Affordable-Housing-and-Homelessness-in-Northern-Ontario_2012.pdf.

Thomas, Matthew A. 2017. « ON THE BENEFITS OF AFFORDABLE HOUSING: An Assessment of Recent Literature for Municipalities ». Table de quartier Sud de l'Ouest-de-l'Île/Ouest-de-l'Île: Pointe-Claire. Disponible en ligne à <https://tqsoi.org/wp-content/uploads/2018/03/On-the-benefits-of-affordable-housing.pdf>.

Unité de santé du district de Thunder Bay. 2020. « Données actuelles de COVID-19 dans TBDHU. » Disponible en ligne à <https://www.tbdhu.com/coviddata>.

Volini, Erica, Brad Denny, Jeff Schwartz, David Mallon, Yves Van Durme, Maren Hauptmann, Ramona Yan et Shannon Poynton. 2020. « Etavenir au travail à l'avenir du travail » Deloitte. Publié le 15 mai 2020. Disponible en ligne à <https://www2.deloitte.com/us/en/insights/focus/human-capital-trends/2020/covid-19-and-the-future-of-work.html>.

Watson, HG (2019). « Ce que les déserts bancaires signifient pour certains des résidents les plus vulnérables du Nord de l'Ontario. » Tvo. Extrait de <https://www.tv.org/article/what-banking-deserts-mean-for-some-of-northern-ontarios-most-vulnerable-residents>

Western James Bay Telecom Network. Disponible en ligne à <http://wjbtcn.com/network.htm>.

Main-d'œuvre WindsorEssex. 2016. Barriers for Job Seekers Literature Review. Disponible en ligne à <https://www.workforcewindsorsex.com/wp-content/uploads/2017/07/Summary-Barriers-Literature-Review.pdf>.

Zefi, Christina. 2018. The Northern Attraction Series: Exploring the Need for a Northern Newcomer Strategy. Northern Policy Institute: Thunder Bay. Disponible en ligne à https://www.northernpolicy.ca/upload/documents/publications/commentaries-new/commentary-zefi_newcomers-1-en.pdf.

Annexe A

Types de classification des zones statistiques

Rural ou urbain	SACtype	Description de SACtype
Urbain	1	Subdivision de recensement dans la région métropolitaine de recensement
Urbain	2	Subdivision de recensement dans l'agglomération de recensement avec au moins une parcelle de recensement
Urbain	3	Subdivision de recensement dans l'agglomération de recensement n'ayant pas de secteurs de recensement
Rural	4	Subdivision de recensement en dehors de la région métropolitaine de recensement et de la zone d'agglomération de recensement ayant une forte influence métropolitaine
Rural	5	Subdivision de recensement en dehors de la zone métropolitaine de recensement et de la zone d'agglomération de recensement ayant une influence métropolitaine modérée
Rural	6	Subdivision de recensement en dehors de la zone métropolitaine de recensement et de la zone d'agglomération de recensement ayant une faible influence métropolitaine
Rural	7	Subdivision de recensement en dehors de la zone métropolitaine de recensement et de la zone d'agglomération de recensement n'ayant aucune influence métropolitaine
Rural	8	Subdivision de recensement dans les territoires, en dehors de l'agglomération de recensement

Tableau modifié de Statistique Canada.

À propos de l'Institut des politiques du Nord :

L'Institut des politiques du Nord est le groupe de réflexion indépendant de l'Ontario. Nous effectuons de la recherche, accumulons et diffusons des preuves, trouvons des opportunités en matière de politiques, afin de favoriser la croissance et la durabilité des collectivités du Nord. Nous avons des bureaux à Thunder Bay et Sudbury. Nous cherchons à améliorer les capacités du Nord ontarien de prendre l'initiative en politiques socioéconomiques qui ont des répercussions sur l'ensemble du Nord ontarien, de l'Ontario et du Canada.

Recherche connexe

**Projections au nord :
série sur le capital humain**

Dr. Bakhtiar Moazzami

**Série sur l'évaluation des
pénuries de main-d'œuvre**

Alex Ross

**Études de cas sur le
perfectionnement efficace des
compétences autochtones**

Dharmjot Grewal

Pour vous tenir au fait ou pour participer, veuillez communiquer avec nous :

info@northernpolicy.ca

www.northernpolicy.ca/fr



NORTHERN
POLICY INSTITUTE

INSTITUT DES POLITIQUES
DU NORD

Giwednong Aakomenjigewin Teg
ᑲ ᐃᑕᑕ-ᐃᑲ-ᐃᑲ ᑲ-ᑲᑲᑲᑲ ᐃᑲᑲᑲᑲᑲ
Institu dPolitik di Nor

northernpolicy.ca